

CONSEIL COMMUNAL DU 27 MARS 2025  
GEMEENTERAAD VAN 27 MAART 2025

REGISTRE  
REGISTER

**Présents**  
**Aanwezig**

Aleksandra Kokaj, *Présidente/De Voorzitster* ;  
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;  
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Bernard Hayette, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)* ;  
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Elisabeth Degryse, Lara Querton, Buss Walter, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(liden)*.

Ouverture de la séance à 18:30  
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**DÉPARTEMENT FINANCES - DEPARTEMENT FINANCIËN**

**Recette - Ontvangerij**

27.03.2025/A/0001 **Budget 2025 et plan triennal 2025-2026-2027**

Le Conseil,  
Attendu que le projet du budget 2025 présente les résultats suivants :

POUR LE SERVICE ORDINAIRE

Résultat de l'exercice : boni de 1.499.242,07 €  
Résultat global : boni de 10.564.182,16 € .

POUR LE SERVICE EXTRAORDINAIRE

Total des dépenses extraordinaires : 45.657.658,48 €.  
Subsides à recevoir 1.693.596,78 €  
Total des dépenses à charge de la commune 43.964.061,70 €.

Arrête le projet de budget 2025 tel que présenté, ci-dessus, les plans triennaux 2025-2026-2027 (P1,P2,P3,P4 et P5),annexés ainsi que la note explicative, jointe.

***M. le Bourgmestre*** rappelle que le vote du budget est un moment important dans une législature, notamment pour les nouveaux conseillers qui découvrent à travers lui les forces et les faiblesses de la commune.

*Certaines communes n'ont pas encore arrêté une date pour la présentation de*

leur budget. Le Collège s'est efforcé de présenter un budget dans les temps et a veillé à ce que les conseillers disposent des documents le plus tôt possible. Il s'agit d'une marque de respect à laquelle les mandataires communaux ont droit, eu égard à la charge de travail que cela requiert parallèlement à leurs obligations professionnelles.

M. le Bourgmestre remercie Mme la Première Echevine, le service des Finances ainsi que l'administration et le Collège dans leur ensemble, car l'élaboration d'un budget est un exercice qui concerne tout le monde.

L'Europe demande des efforts aux Etats, qui eux-mêmes demandent des efforts aux Communautés et aux Régions, qui elles-mêmes demandent des efforts aux communes, qui s'avèrent être le dernier niveau de pouvoir.

La majorité n'a pas la prétention de faire tout parfaitement et au cours du débat de ce soir, l'opposition aura l'occasion de faire part de ses suggestions. D'ailleurs, au cours de l'histoire d'Uccle, toutes les familles politiques ont eu l'occasion de participer à une majorité.

Si, pour la première fois en 25 ans, une majorité a pu parvenir à éviter une augmentation des additionnels, c'est grâce à une gestion rigoureuse des dépenses.

Cependant, il faut aussi être attentif aux souhaits des citoyens ucclois. La sécurité et la solidarité sont essentielles. D'ailleurs, si une certaine qualité de vie a pu être maintenue à Uccle, c'est parce qu'un soin particulier est porté à l'ensemble des quartiers, ce qui passe par des investissements dans les infrastructures.

M. le Bourgmestre souligne aussi l'évolution des missions communales. Certains services, tels que, par exemple, la Mobilité ou l'Environnement, n'existaient pas ou étaient très peu dotés il y a plusieurs années, et personne n'imaginerait aujourd'hui qu'il faille les négliger. De même, il serait impensable de réduire drastiquement le service de l'Urbanisme, qui est déjà surchargé et manque de moyens humains.

Le premier poste des dépenses concerne le personnel. Certains pourraient prétendre qu'il suffit de réduire les dépenses de personnel mais il convient d'avoir une approche constructive selon les départements en fonction des services que les citoyens plébiscitent eux-mêmes.

Uccle est reconnue pour l'excellence de son enseignement et la qualité de ses infrastructures scolaires. Ces investissements sont jugés essentiels par-delà les clivages politiques. Le même discours peut être tenu à l'égard des infrastructures sportives ou de l'action menée par les ASBL, qui contribuent à la qualité de vie.

Ce budget 2025 est un budget « vérité », qui entend préserver les meilleures conditions de vie possibles pour les citoyens ucclois, sans la moindre gabegie.

**Mme la Première Echevine** précise que, de façon assez exceptionnelle, le budget est présenté à la fin du mois de mars parce qu'il a fallu joindre à ce premier budget de la mandature un plan triennal couvrant les années 2025, 2026 et 2027 et que tout ce processus, mené avec beaucoup de sérieux et d'engagement, a nécessité plus de 6 mois de travail.

Il n'a jamais été aussi difficile d'établir un budget et un plan triennal car la conjoncture a imposé des choix douloureux.

*L'exposé de Mme la Première Echevine se concentre d'abord sur le plan triennal avant d'aborder le budget 2025 stricto sensu.*

*La commune offre à ses 86.000 habitants de nombreux services de qualité (écoles, crèches, piscine, salles de sport, trottoirs, voiries, pistes cyclables, espaces verts) mais ceux-ci génèrent nécessairement des coûts. Il faut donc trouver un équilibre en maintenant la qualité des services à un coût raisonnable.*

*Une des particularités d'Uccle réside dans le fait que, contrairement à d'autres communes, le financement vient principalement de la fiscalité locale : à Uccle, 60 % des recettes sont des recettes fiscales alors que la moyenne est de 40 % en région bruxelloise. Il s'agit donc d'un levier sur lequel il faut travailler. D'autre part, les subventions via la dotation générale aux communes représentent une part de 6 % du budget, alors que la moyenne régionale se situe à près de 11 %.*

*Vu que les services offerts reposent sur des recettes puisées dans la poche des citoyens, il faut prendre le temps nécessaire pour s'assurer que chacun de ces services est justifié et répond aux objectifs politiques fixés dans la Déclaration de politique communale.*

*Depuis une dizaine d'années, la commune n'a pas augmenté les impôts et a engrangé des bénéfices tels qu'ils devraient être suffisants pour assurer le financement des investissements.*

*Malheureusement, en décembre 2024, après 9 années consécutives de résultats positifs, Uccle a enregistré un résultat négatif, un mali de plus de 4 millions d'euros, en raison de la situation du CPAS. Le cas du CPAS est préoccupant et requiert une série de décisions importantes qui ne seront pas faciles à prendre et à mettre en œuvre. En effet, la dotation de 27 millions d'euros octroyée au CPAS en 2024 correspond à une part de 325 € par habitant alors que la part moyenne par habitant s'élève à 100 € pour le cluster de communes similaires à Uccle, identifié par Belfius (soit les deux Woluwe, Watermael-Boitsfort et Auderghem).*

*Cette situation n'est évidemment pas tenable sur le long terme. C'est une des raisons pour lesquelles le plan triennal prévoit une augmentation des recettes, et donc des impôts, dans un contexte où l'action sociale menée par le CPAS est plus que jamais nécessaire face à l'augmentation de la précarité, car Uccle est loin de correspondre à la caricature qui en est parfois présentée.*

*Le plan triennal est aussi impacté par des éléments qui relèvent d'enjeux extérieurs et dont la commune ne maîtrise pas les leviers, en l'occurrence le coût des pensions, et ce alors que la charge de dette est plus faible. Cela coûte donc moins cher de rembourser les emprunts qui ont financé les investissements que de payer les pensions locales, dont le montant total s'élève à plus de 16 millions d'euros au budget 2025 et à 18,5 millions d'euros au budget 2028. Il s'agit d'un calcul automatique fondé sur la part d'agents statutaires pour lesquels on cotise et la part d'anciens agents statutaires pour lesquels des pensions doivent être payées. Le ratio est de 273 agents statutaires en fonction pour 650 anciens statutaires pensionnés.*

*Les discussions budgétaires ont donc dû démarrer dans un contexte marqué par la situation complexe du CPAS, des coûts de pension non compressibles et une certaine masse salariale à gérer. Les effectifs sont toutefois moins nombreux en moyenne à Uccle que dans les autres communes similaires, puisqu'ils se situent à 11 agents en moyenne par habitant contre plus de 12 dans ces autres communes, qui n'ont pourtant pas la réputation d'être particulièrement dispendieuses en matière de personnel communal.*

*En réalité, on a toujours veillé à maintenir les équipes communales à leur juste taille, de manière à assurer des services de qualité à un coût raisonnable, mais la logique d'indexation des salaires entraîne une augmentation des montants à payer, en dépit de la maîtrise des effectifs. Les coûts de personnel sont passés de 97 millions d'euros au compte 2022 à 117 millions d'euros, sur un total de 205 millions d'euros, au budget 2025 en raison des charges de pension, des indexations salariales et des augmentations barémiques, quoique le personnel communal n'ait quasi pas augmenté.*

*Sur base de ces estimations, le Collège a accompli un travail très sérieux pour déterminer les secteurs où des recrutements supplémentaires étaient justifiés et ceux où il était possible de procéder à des optimisations en ne prolongeant pas des contrats à durée déterminée et en remplaçant pas des départs à la retraite. Cette politique permet de limiter à 14 unités l'augmentation du personnel pour l'ensemble du plan triennal.*

*La charge de dette pèse dans le budget, mais il s'agit là d'un élément pour lequel la commune dispose d'une plus grande capacité d'action. Dans ce domaine, il faut veiller à ce que les investissements n'outrepassent pas la capacité d'emprunt. Vu l'évolution des taux, le Collège va opter pour une nouvelle politique d'emprunt par rapport aux années antérieures.*

*En effet, lors de la mandature précédente, et même au cours des 10 dernières années, on a contracté des emprunts tous les trois ans pour couvrir les investissements. Suite aux nouvelles politiques de taux, on va emprunter moins mais de façon plus régulière, de manière à monitorer la charge de dette, qui demeure toutefois raisonnable puisqu'elle représente moins de 7 % de l'ensemble du budget et a donc tendance à diminuer proportionnellement au reste du budget.*

*Il faudra aussi être attentif au stock de dette, qui, sur les 10 dernières années, se situe dans une fourchette variant de 90 à 125 millions d'euros.*

*La tutelle a émis des recommandations en ce sens, dans la mesure où Uccle s'avère un moins bon élève sur ce point que les quatre autres communes du cluster sud-ouest, étant donné que sa part de dette par habitant est plus élevée.*

*Ces discussions financières sont loin d'être déconnectées de la réalité car elles visent à permettre la réalisation de projets concrets, tels que la réhabilitation du bâtiment sis 25 rue Auguste Danse ou la rénovation de la salle Stroobant, qui requièrent le recours à l'emprunt. Il convient de bien cibler les projets pour lesquels une dette est contractée pour le futur.*

*Pour ce qui concerne les dépenses de fonctionnement, on envisage une hausse limitée à 2 %, ce qui exigera des choix difficiles, vu que, compte tenu de l'inflation, l'augmentation réelle du coût des matières premières excède largement 2 %.*

*Mme la Première Echevine évoque aussi les dépenses de transfert au profit d'autres opérateurs, en l'occurrence le CPAS et la zone de police. Cette dernière est financée à concurrence de plus de 20 millions d'euros au budget 2025, ce qui représente une augmentation de 5 % visant à intégrer le projet de nouveau commissariat, vu que le site de la rue Rouge n'est plus adapté.*

*Les dépenses de transfert comprennent aussi les primes et subsides, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire. Il serait faux de prétendre qu'Uccle fait preuve d'un excès de générosité en ce domaine. Les bénéficiaires sont au contraire responsabilisés. Par exemple, la dotation annuelle à la piscine, qui s'élève à un montant de 575.000 €, n'a pas été augmentée depuis trois ans, ce qui oblige cet*

*organisme à maîtriser ses coûts.*

*La note explicative transmise aux conseillers expose les raisons qui ont motivé la décision d'augmenter les additionnels au précompte immobilier.*

*Les Ucclois qui occupent leur maison bénéficieront d'une actualisation du règlement relatif aux primes de compensation car l'objectif poursuivi n'est pas de cibler prioritairement les citoyens résidant dans leur immeuble mais de faire contribuer l'ensemble des propriétaires à la viabilité financière de la commune.*

*Les services communaux ont effectué des calculs pour mesurer l'ampleur la pression fiscale. Eu égard à ce qu'on peut considérer comme le PIB ucclois, c.à.d. la projection du revenu médian de la population sur le nombre d'habitants par rapport aux recettes fiscales, la pression fiscale avoisine les 5 % : elle se situait à 4,89 % en 2019 et sera de 5,12 % en 2026 avec l'augmentation du précompte immobilier.*

*Ce très faible taux signifie que, contrairement à d'autres communes bruxelloises, Uccle n'a quasi pas d'autres taxes.*

*Dans les quatre communes du cluster sud-ouest, les additionnels au précompte immobilier sont plus faibles qu'à Uccle mais les taxations sur les bureaux ou les activités économiques y sont plus élevées, voire y ont été instaurées alors qu'à Uccle, elles n'existent pas.*

*Par conséquent, la pression fiscale globale est moins élevée à Uccle et la hausse du précompte immobilier ne la fait pas augmenter de manière significative.*

*Le Collège tient aussi à ce que cette hausse soit temporaire. Lorsque les homes du CPAS auront été fusionnés et que leurs services auront été réformés et optimisés, il sera possible de revoir à la baisse le taux des additionnels.*

*Pour ce qui concerne le budget 2025 stricto sensu, il faut souligner qu'il n'y a aucune augmentation d'impôt. Les efforts qui ont permis la constitution d'un boni de 1,5 million d'euros ont été accomplis dans le volet des dépenses.*

*Les dotations au CPAS et à la zone de police ont été augmentées de 5 % et les dépenses de personnel ont aussi été augmentées, tout en étant néanmoins accompagnées d'une série de mesures visant à les maîtriser.*

*Ce boni de 1,5 million d'euros permet d'atteindre un boni cumulé de 12 millions d'euros, qui garantit à moyen terme le financement des investissements.*

*Le montant prévu pour les voiries est doublé, des moyens sont également alloués à l'entretien des écoles et à une série de travaux dans les crèches. Ces divers investissements représentent un budget de 45 millions d'euros qui, contrairement aux années précédentes, ne pourra être compensé que très partiellement par des subsides, vu la situation des autres niveaux de pouvoir.*

*Pour ce qui concerne les modifications budgétaires, le Collège entend faire preuve d'une vigilance accrue en procédant à un contrôle budgétaire constant, de manière à éviter les mauvaises surprises.*

***Mme Kabachi** estime que les propos selon lesquels le budget 2025 est en équilibre et n'augmente pas la pression fiscale constituent une promesse électorale de courte durée car, dès 2026, les Ucclois subiront une hausse brutale des additionnels*

*au précompte immobilier. Cette hausse de plus de 10 % sera un choc considérable tant pour les locataires que pour les propriétaires.*

*Il n'y a aucun élément concret concernant la prime qui serait accordée aux propriétaires occupant leur immeuble mais, vu que le budget consacré à cette prime se limite à 25.000 €, on peut subodorer que peu de ménages ucclois seront susceptibles d'en bénéficier. Combien de demandes de primes ont déjà été enregistrées en 2024 ?*

*Le Collège prétend que l'augmentation du précompte immobilier sera temporaire mais combien de temps cela durera-t-il ? Il arrive fréquemment que des hausses temporaires deviennent permanentes.*

*Cette augmentation est justifiée par la nécessité de compenser le coût potentiel de l'exclusion du chômage, qui, selon une étude de Brulocalis, devrait concerner près d'un millier de personnes à Uccle. Or, cette mesure d'exclusion, qui risque de plonger de nombreux citoyens dans la pauvreté et ne leur permettra pas de retrouver un emploi en dépit de la menace brandie, a été décidée sciemment par le gouvernement Arizona, dont le MR est partie prenante. Il reviendra alors au CPAS d'Uccle, financé par la commune, d'assurer la survie des personnes exclues du chômage. En d'autres termes, ce sont les Ucclois qui paieront les frais de cette exclusion.*

*L'augmentation des impôts dissimule aussi d'autres dépenses. En effet, les recettes escomptées suite à cette hausse sont 10 fois plus élevées que les dotations complémentaires prévues pour le CPAS. La lecture du rapport de M. le Receveur, mentionnant le passage du stock de dette de 90 millions d'euros en 2024 à 124 millions en 2025 (et potentiellement 220 millions à terme), fait comprendre entre les lignes qu'une augmentation aussi massive est destinée à financer les investissements de la majorité.*

*La crise inflationniste, combinée à des taux d'intérêt historiquement bas, constitue un véritable défi, étant donné que la charge de dettes, qui représentait encore 5 % du budget total en 2024, est estimée à 7 % pour 2025. C'est également une des raisons pour lesquelles la majorité décide d'augmenter les impôts, alors que le gouvernement fédéral, à composante MR, prévoit de baisser l'impôt des personnes physiques. En outre, la majorité uccloise préfère taxer les ménages plutôt que le secteur économique.*

*Et en attendant d'obtenir ces recettes supplémentaires, le Collège a établi un budget d'austérité pour 2025. La majorité a choisi de faire des économies sur le dos du personnel communal et des ASBL.*

*Cette politique débouchera sur le non-remplacement de plusieurs postes vacants ou l'annulation de certains recrutements, qui risquent de dégrader la qualité des services communaux, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et de l'aide aux personnes âgées.*

*Selon Mme Kabachi, le Collège aurait pu fournir des efforts lui-même, en se penchant sur la problématique du nombre de ses membres.*

*Certaines ASBL verront leurs subventions réduites alors qu'elles jouent un rôle prépondérant dans la cohésion sociale et l'animation culturelle de la commune.*

*La réduction des dépenses de fonctionnement pourrait nuire à l'entretien des infrastructures communales et aux services de proximité.*

*Mme Kabachi estime que le dossier relatif à l'achat d'un nouveau secrétariat pour la zone de police devrait être suspendu pour le moment, dans la perspective de la réforme de ces zones. Dans un tel contexte, l'augmentation de la dotation à la zone de police, prévue pour cette année et les années ultérieures, n'est peut-être pas très opportune.*

*En matière d'investissements, le budget prévoit une enveloppe de 45 millions d'euros, financée principalement par des emprunts et un recours limité au Fonds de réserve. Il convient de saluer des projets tels que la rénovation de la salle Stroobant, de la piscine, des cours d'école ou la réaffectation du bâtiment de la rue Auguste Danse, mais ces initiatives restent insuffisantes face aux défis que la commune doit relever.*

*Mme Kabachi remarque d'ailleurs un déséquilibre dans la répartition des investissements, étant donné que presque la moitié d'entre eux est allouée à l'aménagement des espaces publics. Selon Mme Kabachi, il eût été plus pertinent de se concentrer sur d'autres priorités, notamment l'élaboration d'un plan d'investissement dans le logement public, eu égard à l'intensification de la pression immobilière à Uccle.*

*Mme Kabachi rappelle aussi le lancement de l'étude sur l'installation éventuelle d'une piscine à ciel ouvert dans le quartier du Homborch. Ce projet donnera-t-il lieu à une concertation avec le quartier ?*

*Pour ces diverses raisons, le groupe socialiste n'émettra pas un vote favorable à l'égard de ce budget.*

***M. Tojerow** estime qu'on aurait pu éviter la création d'un désert économique à Uccle si l'on avait adopté une taxation sur les activités économiques analogue à celle qui est en vigueur dans les autres communes du cluster sud-ouest.*

*Un montant annuel de 150.000 € est prévu pour le financement du Wolvendael. Mais indépendamment de ce magazine, d'autres brochures d'information sont glissées dans les boîtes aux lettres des Ucclois. Où est mentionné le coût de cette distribution dans le budget 2025 ? Quels sont les critères de choix des informations diffusées auprès des citoyens ?*

*Chaque année, un montant de 100.000 € est dédié aux primes pour l'acquisition d'un vélo électrique. Lorsqu'un ménage achète un vélo électrique, il peut solliciter une prime de 250 € sous forme de chèque-commerce ou de chèque-culture. Tous les ménages peuvent bénéficier de cette prime, quels que soient leurs revenus ou leur mode effectif de transport.*

*Mais selon le groupe socialiste, cette forme d'incitation s'avère inefficace et socialement biaisée, dans la mesure où il y a un « effet Matthieu » : la prime vélo actuelle bénéficie surtout aux personnes disposant de revenus supérieurs et elle constitue pour eux une aubaine. En effet, il faut déboursier d'un coup plusieurs centaines voire plusieurs milliers d'euros pour acquérir un vélo et c'est seulement plusieurs mois après l'achat du vélo qu'a lieu l'octroi de la prime, censée être utilisée pour se rendre dans les musées, restaurants et magasins ucclois et non pour compenser les dépenses courantes. En pratique, la plupart des bénéficiaires de la prime auraient de toute façon acheté un vélo électrique même sans prime.*

*Selon M. Tojerow, il vaut mieux permettre à tous les ménages qui le*

souhaitent d'acquérir un vélo électrique plutôt qu'accorder une prime à ceux qui auraient de toute façon acheté un tel vélo même sans cet avantage.

Le groupe PS suggère donc de remplacer la proposition du Collège par deux mesures différentes, en l'occurrence l'octroi de prêts à taux zéro pour l'achat d'un vélo électrique (poste pour lequel un montant total de 50.000 € serait consacré) et l'instauration d'un système de location dans une vélothèque.

Grâce à l'économie ainsi réalisée, il serait possible d'assurer la fourniture gratuite du matériel scolaire pour les élèves de 4ème, 5ème et 6ème primaire, à l'instar du dispositif déjà mis en place par la Fédération Wallonie-Bruxelles jusqu'à la 3ème primaire, étant donné que le coût d'une telle mesure peut justement être évalué à environ 50.000 €.

Selon les rapports de l'Inspection des frais scolaires, les directions d'écoles sont très favorables à l'extension à tout l'enseignement primaire de la gratuité des fournitures scolaires, dont elles soulignent l'impact positif en termes d'égalité des chances, de renforcement de la capacité à acheter du matériel neuf de qualité et d'amélioration des relations entre les familles et l'école.

Le groupe socialiste estime donc que ses propres suggestions sont de nature à encourager de manière plus juste et efficace l'accès au vélo électrique, sans pour autant grever le budget communal.

**M. Mercenier** s'interroge sur les différences d'évaluation de la situation du CPAS pour les années 2025 et 2026. Il semblerait en effet qu'aux yeux de la majorité, les mesures du gouvernement fédéral auraient un impact très limité en 2025 et pourraient provoquer des catastrophes en 2026, car la décision de mettre un terme aux allocations de chômage après deux ans, voire un an dans certains cas, ne produirait ses effets qu'en 2026.

M. Mercenier se demande d'où ces estimations ont été tirées, étant donné que Brulocalis, qui a procédé à des calculs pour toutes les communes, n'a pas fait part d'une telle différence. Le Collège dispose-t-il d'informations privilégiées de la part du gouvernement fédéral, qui lui permettent de contredire les estimations de Brulocalis ?

Pourtant, selon ces dernières, rien ne permet de conclure que c'est seulement à partir du 1er janvier 2026 qu'on sentira pleinement les effets du basculement des exclus du chômage vers le CPAS (dont le nombre s'élèverait à 1.248, ce qui représente une augmentation de 82 %). Et toujours selon Brulocalis, le renforcement des moyens du CPAS par l'échelon fédéral, censé accompagner la mesure d'exclusion, sera insuffisant pour couvrir les dépenses supplémentaires.

Se fondant sur sa propre expérience, M. Mercenier constate qu'il est assez courant à Uccle que le CPAS soit insuffisamment doté, ce qui l'oblige à établir un budget inexact en dépit de son équilibre. Le CPAS est alors amené à dépenser davantage afin de garantir les droits fondamentaux des usagers, et la commune en vient à porter secours au CPAS en octroyant une dotation supplémentaire en fin d'année...

**M. Cools** constate que le budget présenté est en boni mais le boni dont il s'agit est léger puisqu'il s'élève à un montant de 1,5 million d'euros sur un total de 205 à 206 millions d'euros, soit moins que 0,75 % du budget.

*L'année dernière, le budget initial avait été présenté avec un boni de 2 millions d'euros et suite aux modifications budgétaires, il a abouti à un déficit de 4 millions d'euros.*

*Le boni se fonde sur des prévisions de redevances et recettes fiscales plus importantes que par le passé.*

*Le montant relatif aux redevances de stationnement et places de parking est passé d'environ 8 millions d'euros au compte 2023 à 8,9 millions d'euros au budget 2025. On prévoit donc 900.000 € de recettes supplémentaires, qui ne résultent pas uniquement de l'indexation votée lors de la précédente séance du Conseil communal.*

*D'autres taxes ont connu des évolutions similaires dans le laps de temps précité : la taxe sur les occupations de la voie publique est passée de 415.000 € à 507.000 € ; la taxe sur les superficies de bureau, de 427.000 € à 525.000 € ; la taxe sur les constructions, de 375.000 € à 451.000 €, la taxe sur les secondes résidences, de 312.000 € à 400.000 €...*

*Les prévisions sont également en hausse pour la taxe sur les antennes extérieures, qui passent de 3.000.000 € au compte 2023 à 3.530.000 € au budget 2025. M. Cools souhaiterait connaître les raisons qui justifient cette augmentation.*

*Le plan triennal annonce une très mauvaise nouvelle : le relèvement des centimes additionnels au précompte immobilier de 2.940 € à 3.240 € en 2026. Or, l'édition du Wolvendal du début du mois d'octobre, avant les élections communales, diffusait un message indiquant que voter pour la Liste du Bourgmestre signifiait « voter pour 0 % d'impôt ». La majorité n'a donc manifestement pas tenu ses promesses électorales.*

*À présent, la majorité prétend que cette augmentation est provisoire mais il n'arrive guère que des augmentations d'impôt soient provisoires. Et M. Cools doute d'autant plus du caractère provisoire de cette hausse que celui-ci est justifié par les économies qui pourront être réalisées au CPAS grâce à la fusion de ses deux homes.*

*Certes, on peut escompter une économie d'environ 1,5 million d'euros lorsque cette fusion sera effective. Mais il ne faut pas négliger l'évolution de la charge des pensions, qui est d'ailleurs mentionnée dans le plan triennal. La cotisation de responsabilisation, fixée à 7 millions d'euros en 2025, passe à 8,1 millions d'euros en 2026 et à 9,3 millions d'euros en 2027. Selon une étude de Brulocalis, les cotisations de responsabilisation pour l'ensemble des communes bruxelloises passeront de 55,6 millions d'euros en 2025 à 96 millions d'euros en 2026, soit un quasi-doublement. On peut donc s'attendre à ce que vers 2028-2029, la cotisation de responsabilité se situe aux alentours de 11 ou 12 millions d'euros, c.à.d. le double de l'économie envisagée pour le CPAS.*

*M. Cools conteste l'argument selon lequel la fiscalité est raisonnable à Uccle. Certes, si l'on prend le taux facial, Uccle figure parmi les communes dont le taux des centimes additionnels au précompte immobilier est le plus bas, et le relèvement de 2026 ne le fera pas relever de façon significative. Mais si l'on prend en considération la part de centimes additionnels payée par habitant, Uccle figure parmi les communes où les montants payés sont les plus élevés.*

*Par ailleurs, le revenu cadastral moyen est beaucoup plus élevé à Uccle en raison, d'une part, des prix de l'immobilier dans la commune et, d'autre part, de l'intention politique manifestée naguère par le Bourgmestre Jacques Van Offelen. En effet, ce dernier, pour éviter de faire apparaître des taux d'imposition trop élevés, a*

*tenu à booster les revenus cadastraux, en tous cas pour les nouvelles constructions à partir des années 70.*

*Mme la Première Echevine affirme que beaucoup d'efforts sont accomplis pour maîtriser les dépenses de fonctionnement. En réalité, les dépenses de fonctionnement sont passées de 18,8 millions d'euros au compte 2023 à 22,2 millions d'euros au budget 2025. Elles ont donc augmenté de 18,1 %, alors que la circulaire régionale sur l'élaboration des budgets recommande de s'en tenir à un taux de 5,2 % d'augmentation pour les dépenses de fonctionnement, de manière à se conformer aux estimations de la Banque nationale par rapport à l'inflation.*

*Pour ce qui concerne le personnel, les effectifs sont passés de 971,44 à 1.016,46 équivalents temps plein, ce qui représente une augmentation d'environ 45 personnes. Le plan triennal, quant à lui, annonce 10 engagements en 2025, 10 autres engagements en 2026 ainsi que 2 engagements en 2027.*

*M. Cools ne prétend pas que tous les recrutements prévus sont injustifiés car il faut que les services à la population soient rendus. Néanmoins, M. Cools estime qu'il convient d'avoir une attitude plus stricte quant au non-remplacement des départs naturels. M. Cools est favorable à la réalisation d'un audit externe du personnel communal, qui permettrait de déterminer les services qui mériteraient d'être renforcés et ceux où une réduction des effectifs pourrait être envisagée.*

*Pour ce qui concerne les dépenses extraordinaires, M. Cools avait estimé que le montant prévu au budget 2024, en l'occurrence 39,5 millions d'euros, était trop élevé. Il s'élève cependant à, 45,65 millions d'euros au budget extraordinaire 2025 et restera important au cours des années ultérieures (37,8 millions d'euros en 2026). Selon M. Cools, il eût fallu étaler davantage les investissements. À la limite, on pourrait comprendre qu'en début de législature, un budget important soit alloué à de telles dépenses afin de lancer une série de projets mais dans ce cas, il eût été nécessaire de prévoir des dépenses nettement inférieures pour les années 2026 et 2027. Sous la législature précédente, c'est une somme de 29,6 millions d'euros qui était prévue au budget extraordinaire 2020.*

*Certaines dépenses sont sans doute justifiées, telles que par exemple celles qui sont consacrées à la rénovation des trottoirs. Les dépenses prévues pour le réasphaltage et l'entretien des voiries sont par contre plus discutables.*

*Quoi qu'il en soit, le remboursement des emprunts induit par le choix en faveur d'un budget d'investissement important entraîne une augmentation de la charge de la dette, qui passe de 79,5 millions d'euros à 119,8 millions d'euros du budget 2024 au budget envisagé pour 2027, soit une augmentation de 50 % en trois ans. Et la dette elle-même est passée de 79,5 millions d'euros au budget 2024 à 119,8 millions d'euros au budget 2025.*

*M. Cools regrette que le budget du CPAS ne puisse être présenté en même temps que ce budget 2025, même s'il comprend les explications fournies par Mme la Première Echevine, notamment celles qui avaient trait à la nécessité de coupler le plan triennal au budget 2025. Néanmoins, il serait plus aisé d'avoir une vision globale et consolidée des finances communales s'il était possible de procéder à une analyse concomitante des budgets de la commune, du CPAS et de la zone de police.*

*La note sur les synergies entre la commune et le CPAS s'avère plus solide que par le passé, quoiqu'elle comporte encore des dispositions se limitant à des déclarations d'intention ou à des énumérations de coordinations déjà réalisées ou projetées. Cette note n'évoque d'ailleurs pas vraiment l'éventualité de la fusion de*

*certains services.*

*Si la dotation au CPAS augmente de 5 %, c'est par rapport au budget initial de l'année 2024. Mais il n'en est pas de même après les modifications budgétaires. En effet, suite à ces dernières, la dotation au CPAS se situait à 47,4 millions d'euros en 2024, alors que le montant proposé à présent s'élève à 44,1 millions d'euros et sera probablement insuffisant, quels que soient les efforts de rigueur déployés par le CPAS. Eu égard à l'impact sur le CPAS de la politique envisagée par le gouvernement Arizona, quelle que soit par ailleurs l'opinion que l'on puisse avoir sur celui-ci, une telle réduction de la dotation n'est pas raisonnable.*

*Vu que le CPAS n'est pas en mesure de tout faire dans le domaine social, il faudrait renforcer son rôle de coordinateur de l'ensemble des acteurs sociaux.*

*Sans entrer dans le détail des dispositions du plan triennal, M. Cools se demande cependant s'il est opportun de multiplier les journées mémorielles de toutes sortes. Ne conviendrait-il pas de réfléchir aux journées qu'il convient de mettre en avant et à leur objet ?*

*M. Cools estime aussi que la rationalisation de l'usage des containers mobiles serait peut-être mieux assurée par le maintien du service sur une moitié du territoire une année et sur l'autre moitié l'année suivante plutôt que par la réduction globale de 2 à 1 du nombre de journées prévues à cette fin.*

*M. Cools espère que la Région pourra être convaincue de l'intérêt d'instaurer la gratuité pour 30 minutes d'horodateur.*

*Les dispositions du plan sont insuffisantes en matière de contrôle interne, notamment pour ce qui concerne l'évaluation, qu'il s'agisse de l'évaluation des performances ou de l'évaluation de la réalisation des objectifs.*

*M. Cools approuve la volonté d'accorder plus d'importance au droit de pétition dans les processus de participation citoyenne. Il suggère que les pétitions puissent faire l'objet d'un examen ou d'une information lors des réunions à huis clos des commissions du Conseil communal. Cette disposition ne concernerait toutefois pas les pétitions relatives à des dossiers d'urbanisme ou d'environnement soumis à enquête publique, qui font déjà l'objet d'auditions dans le cadre des commissions de concertation.*

*M. Cools déplore profondément que, contrairement à ce qui a été décidé dans beaucoup de communes belges ou de municipalités européennes, rien n'ait été prévu pour des projets de solidarité avec l'Ukraine. On aurait pu dédier à cette fin une somme de 10.000 € ou de 20.000 €, surtout alors qu'on a bien consacré un montant total de 20.000 € pour l'octroi de primes aux collaborateurs du cabinet du Bourgmestre.*

*M. Cools insiste auprès du Collège pour qu'une évaluation des politiques menées soit opérée au moins à mi-législature et débattue au sein du Conseil communal.*

***M. Meeus** estime qu'il y a un net décalage entre le discours de la Déclaration de politique communale et la réalité budgétaire. La majorité a annoncé une législature ambitieuse, réaliste et tournée vers l'avenir; alors que le budget proposé aujourd'hui manque d'ambitions concrètes et de réalisme social.*

*Cette situation est d'autant plus préoccupante que la commune est confrontée à des dynamiques démographiques et sociales exigeantes. La population uccloise, qui compte désormais plus de 86.000 habitants, a vieilli dans des proportions importantes, étant donné que l'âge médian se situe à 43 ans et que 22 % des habitants ont plus de 65 ans alors que la tranche des 18-24 ans n'en représente que 6 %. Cela signifie donc que les jeunes adultes peinent à trouver leur place et quittent la commune, cédant ainsi le terrain à une population vieillissante.*

*Parallèlement, la pression immobilière s'intensifie. En 2021, le prix d'une maison atteignait plus ou moins 695.000 € et celui d'un appartement 310.000 €. Actuellement, ces prix se situent respectivement à 700.000 € et 340.000 €. Sans une action communale volontariste, Uccle risque de devenir inaccessible pour les jeunes et les familles modestes, faute de logements appropriés.*

*Qu'est-il prévu dans ce budget pour répondre aux défis du logement durable et du renouvellement générationnel ? Où sont les acquisitions foncières stratégiques ? Où est la politique de densification maîtrisée ou l'investissement en faveur de la mixité sociale ? Le budget reste timide face à de tels enjeux.*

*Certes, d'un point de vue purement formel, le budget ordinaire est présenté en équilibre, avec des recettes d'environ 206 millions d'euros pour 204 millions de dépenses, soit un léger boni de 1,5 million d'euros. Mais les montants escomptés du précompte immobilier et de l'impôt sur les personnes physiques sont systématiquement surévalués.*

*Tout en affirmant qu'il n'y a pas d'augmentation des impôts communaux directs pour 2025 hormis une nouvelle taxe sur les bornes de recharge électrique, la majorité annonce une hausse du précompte immobilier en 2026 dans le but de venir en aide au CPAS et à la zone de police, sans qu'aucune synergie ne soit chiffrée. Ceci n'est guère de nature à rassurer les Ucclois. Et il y a lieu de se demander si la situation du CPAS résulte d'un déficit structurel ou d'un défaut d'organisation interne.*

*Grâce essentiellement à une forte progression de l'IPP, les recettes ordinaires augmentent de 6 % par rapport à 2024 en passant de 194,3 millions d'euros à 205,9 millions d'euros tandis que la recette du précompte immobilier a tendance à stagner puisqu'elle augmente seulement de 1 %.*

*Selon l'aveu même de la majorité, les dépenses progressent de 7 % par rapport à 2024, principalement en raison des indexations salariales. Les charges sociales passeraient de 63,6 millions d'euros en 2024 à 69,1 millions d'euros en 2025, ce qui représenterait une hausse de 5,5 millions d'euros rien que pour absorber l'indexation et les augmentations barémiques ainsi que les dotations accrues à la zone de police et au CPAS. Vu que ces augmentations de dépenses résultent de contraintes imposées par d'autres niveaux de pouvoir, elles ne contribuent pas à améliorer les services rendus aux Ucclois et leur qualité de vie.*

*En dehors de ces postes incompressibles, la consigne générale est de privilégier la maîtrise des dépenses. La circulaire régionale a d'ailleurs imposé une indexation maximale de 2 % des autres dépenses de fonctionnement, à laquelle la commune s'est conformée, hormis quelques exceptions afin de répondre à des demandes ponctuelles de certains services. Cette approche prudente aurait pu se concevoir dans un contexte financier tendu, mais il s'avère que les finances de la commune se retrouvent fin 2024 avec un budget cumulé de plus de 12 millions d'euros susceptible de déboucher sur la perspective d'une augmentation encore plus nette d'ici 2026-2027. Dès lors, pourquoi ces marges ne sont-elles pas davantage*

*mobilisées afin de répondre aux défis identifiés dans la Déclaration de politique communale (DPC) ?*

*La DPC mentionne que la majorité entend faire de la lutte contre l'exclusion sociale une priorité transversale.*

*La dotation au CPAS constitue le poste central en ce domaine. Cette dotation est passée à 27,64 millions d'euros alors qu'initialement, c'est un montant de 24,25 millions d'euros qui était prévu. En 2025, la dotation se limiterait à 24,31 millions d'euros pour passer en une année à 27,6 millions d'euros, ce qui s'avère insuffisant par rapport aux besoins effectifs. La majorité affirme qu'il s'agit d'une hausse de 5 % par rapport au budget initial 2025 mais celui-ci se fonde sur des prévisions sous-estimées eu égard à l'ampleur de la crise sociale et économique. Comment prétendre dès lors mener une politique ambitieuse pour répondre aux besoins sociaux ?*

*Ces données témoignent de l'incohérence entre le discours de la majorité et la réalité budgétaire.*

*Rien n'est prévu dans le budget pour le projet Housing First ou pour l'ouverture, pourtant promise, de deux maisons de quartier. Le Collège ne manifeste donc pas une réelle volonté politique de lutter contre le phénomène du « sans-abrisme ».*

*M. Meeus remarque aussi que le subsidie communal accordé à l'AISSU, dont le montant se stabilise aux alentours de 155.000 €, demeure modeste.*

*En matière de sécurité et de prévention, le Collège a martelé que la politique de « tolérance zéro » serait de mise et annoncé sa volonté d'étendre l'antenne de prévention du Melkriek à d'autres quartiers et de renforcer les liens entre les services de prévention et de cohésion sociale. Mais ces intentions louables ne se retrouvent pas dans le budget 2025.*

*Certes, la dotation à la zone de police du square Marlow est passée de 19,83 millions d'euros à 20,82 millions d'euros, ce qui correspond à une augmentation de 5 % conformément aux besoins calculés par la zone, notamment en fonction de l'indexation salariale du personnel. Mais cette hausse s'avère cosmétique, dans la mesure où elle sert juste à maintenir le niveau des services existants et anticiper les investissements structurels de la zone, sans que cela ne se traduise par une augmentation des effectifs et des patrouilles sur le terrain.*

*Le montant consacré au volet prévention dans le budget communal demeure stable, puisqu'il se situe aux alentours de 1,27 million d'euros pour les dépenses de personnel et de fonctionnement. L'antenne de prévention du Melkriek pourra ainsi être pérennisée. Mais pour ce qui relève d'une éventuelle extension à d'autres quartiers, le document budgétaire se cantonne à des déclarations d'intention puisqu'il se contente de stipuler que la création d'une nouvelle antenne ou d'une structure « LISA » (Local Integrated Security Antenna) sera seulement « étudiée ».*

*Vu que ce budget ne prévoit pas un renforcement des effectifs, il va être difficile de mettre en œuvre une politique de « tolérance zéro », qui requiert une présence accrue d'agents sur le terrain.*

*M. Meeus signale aussi que le budget ne prévoit rien pour la lutte contre le trafic de drogue, problème bien réel dans certains quartiers ucclois, ni pour l'amélioration de l'éclairage public, en dépit de son rôle particulièrement utile dans la prévention contre la criminalité. De manière générale, le groupe Les Engagés est*

*convaincu de la nécessité de passer par un investissement humain accru dans la prévention pour assurer la sécurité.*

*M. Meeus déplore aussi les faiblesses du document budgétaire dans le domaine du climat, puisqu'il annonce juste la mise en œuvre théorique d'un plan climat transversal, sans aborder l'aménagement des logements alors que 40 % des émissions de CO2 proviennent du bâti.*

*Et il en est de même en matière de mobilité puisque le budget n'évoque pas des projets spécifiques tels qu'un plan massif de déploiement des stationnements vélo sécurisés ou d'extension des aménagements cyclables.*

*Le budget ordinaire s'avère donc l'expression d'une gestion « en bon père de famille », sérieuse sur le plan comptable mais frileuse et sans innovation notoire. Pour le groupe Les Engagés, cette politique de strict minimum menée par la majorité est insuffisante.*

***Mme Nagelmackers**, abordant le budget extraordinaire, y constate la présence de lignes d'investissement mais l'ambition de celles-ci se noie quelque peu dans la masse des dépenses engagées ou déjà programmées. Ce programme d'investissement en hausse est financé majoritairement par l'emprunt. La note budgétaire se veut rassurante à cet égard, en affirmant que même avec un recours à l'emprunt, la charge de la dette est maîtrisée.*

*Quoi qu'il en soit, la trajectoire d'endettement devra être surveillée de près. Toutefois, le groupe Les Engagés n'a pas d'objection dogmatique à l'égard du recours à l'emprunt, surtout lorsque le but poursuivi consiste à investir pour l'avenir à un coût abordable. Une telle démarche est justifiée si elle vise des projets utiles qui répondent aux attentes des Ucclois.*

*Dès lors, à quoi vont servir exactement les 45 millions d'euros d'investissement ? Vont-ils concrétiser les priorités annoncées en matière de climat, de mobilité, d'innovation ou visent-ils surtout à rattraper le retard dans l'entretien du patrimoine communal ?*

*Le tableau récapitulatif par départements montre que la plus grosse part de cette somme de 45 millions d'euros est consacrée à l'espace public, à l'aménagement du territoire et aux bâtiments communaux, alors que des montants de moindre importance sont dédiés aux affaires générales, à l'enseignement, à la culture, aux sports, à l'action sociale et à l'économie.*

*Il n'y a rien d'étonnant à ce que l'essentiel des investissements se porte sur l'espace public, les chantiers de voirie et les bâtiments communaux, vu qu'il s'agit de missions classiques pour une administration locale, mais il serait présomptueux de prétendre que ces options budgétaires témoignent de projets ambitieux.*

*Les investissements relatifs à des projets tels que le commissariat de police ou le stade de hockey demeurent flous ou font l'objet de reports.*

*Mme Nagelmackers estime que l'idée d'aménager une piscine naturelle à ciel ouvert est originale mais ce projet, pour lequel est prévu un investissement de 50.000 € destiné à une étude préalable, a suscité des réserves de la part du groupe Les Engagés, qui a insisté sur la nécessité de consulter la population et de donner des informations précises sur le coût et les contraintes environnementales.*

*Dans le domaine des sports, l'investissement de 300.000 € pour un skate-park est de nature à séduire la jeunesse mais il y a lieu de se demander s'il s'agit d'une priorité absolue alors que tant d'autres besoins ne sont pas couverts.*

*Par ailleurs, ce budget extraordinaire ne comporte aucune mention explicite sur l'aménagement de la place de Saint-Job et du square des Héros, quoique de nombreux Ucclois espèrent la redynamisation de ces pôles locaux.*

*La majorité prétend œuvrer pour un développement durable dans le domaine climatique. Mme Nagelmackers ne remet évidemment pas en cause les travaux entrepris afin d'améliorer la situation énergétique des bâtiments ni l'affectation de la somme d'environ 1 million d'euros à la gestion des cours d'eau, sur le montant total de 16 millions d'euros prévu pour le climat.*

*Mme Nagelmackers souhaiterait que le Collège fournisse une ventilation transparente de ce montant de 16 millions d'euros, vu qu'en dehors de la gestion des cours d'eau, de la végétalisation de l'espace public, du renforcement de la biodiversité urbaine ou de la lutte contre les îlots de chaleur, on ignore quels seront les axes de sa répartition. Il serait opportun de prévoir l'établissement d'un rapport annuel sur le suivi des investissements climatiques.*

*Les documents budgétaires signalent que la gestion des logements communaux va être transférée à l'AISSU mais ne comportent aucune allusion à un éventuel programme communal de construction de logements sociaux ou à un rachat d'immeubles.*

*En raison du recours massif à l'emprunt en 2025, il faudra veiller à ne pas reproduire les erreurs du passé. Mme Nagelmackers rappelle à cet égard que le projet immobilier de nouveau centre administratif a fortement grevé la dette communale, même si la majorité précédente a malgré tout redressé la situation progressivement.*

*Les investissements sont financés à 100 % par la commune, avec très peu de subventions. Mme Nagelmackers comprend que le blocage institutionnel actuel justifie une attitude de prudence. Elle encourage toutefois le Collège à poursuivre activement la recherche de cofinancements et subsides externes, notamment via les fonds européens.*

*Ce budget extraordinaire se caractérise donc par un grand nombre d'investissements invisibles politiquement et un faible nombre de projets porteurs d'une vision nouvelle.*

*Le plan triennal est censé baliser une projection jusqu'en 2027.*

*Selon les données de ce plan, la commune envisage de rester en boni chaque année, ce qui signifie que l'épargne va augmenter de plus en plus. Cette intention est louable mais il y a lieu de se demander si cette position n'est pas le signe d'un sous-investissement par rapport aux moyens dont dispose Uccle. Une commune n'a en effet pas pour vocation de thésauriser indéfiniment l'argent public : celui-ci doit revenir à la population sous forme de services. La prudence exige que l'on constitue des réserves mais faut-il nécessairement que celles-ci s'élèvent à 19 millions d'euros en 2027 ?*

*La stabilité fiscale déduite de la lecture du budget 2025 est contredite par le plan triennal, qui révèle l'intention de rehausser le précompte immobilier. Pourquoi cette dernière n'at-elle pas été annoncée dès le début de la mandature par souci de*

*transparence, de manière à maintenir la confiance des citoyens ?*

*En matière d'investissements, le plan triennal liste une série de projets étalés sur la période 2025-2027. Mme Nagelmackers espère que cet étalement ne vise pas à repousser l'exécution des projets aux années préélectorales car les Ucclois méritent des actions tout de suite, sans que l'on attende la fin de la mandature.*

*Le groupe Les Engagés ne votera pas en faveur de ce budget.*

**Mme Duvieusart** *tient à saluer l'augmentation du budget dédié à la réfection des trottoirs, en espérant que ceux-ci ne seront pas abîmés par le stationnement indu de véhicules. Elle souligne que les montants consacrés à ce poste ont augmenté de 300 % en 6 ans à peine, le doublement du budget en 2025 faisant suite à l'accroissement qui avait déjà eu lieu en 2018.*

*En ce domaine, Mme Duvieusart se réjouit particulièrement de la sécurisation des abords d'écoles, de la réfection des sentiers vicinaux, des aménagements pour les personnes à mobilité réduite (PMR), de la restauration des sentiers du parc du Wolvendael suite à la tempête du 9 juillet dernier, et ce conformément aux recommandations de la Commission royale des Monuments et Sites.*

*Mme Duvieusart apprécie également les investissements en faveur du vélo : la pérennisation de la prime pour l'achat d'un vélo électrique, la continuation des brevets vélo pour les enfants suivant un apprentissage avec les gardiens de la paix, le déploiement des itinéraires cyclables communaux, la signalisation des itinéraires cyclables régionaux (ICR), la poursuite du déploiement des stationnements vélo de courte et longue durée grâce aux arceaux et box, le réaménagement des pistes cyclables séparées avenue Dolez et avenue de la Gazelle et surtout le passage sous voie à Calevoet qui constituera une aide précieuse pour les cyclistes et les piétons.*

**Mme Vanderborcht** *estime que la majorité prend la crise climatique très au sérieux : en ce domaine, des moyens conséquents sont dégagés afin de mettre en place une politique structurelle destinée à offrir à la population un cadre de vie de qualité tout en réduisant les inégalités sociales.*

*Elle remarque à cet égard les investissements suivants : 800.000 € pour la mobilité douce, qui contribue à réduire la pollution atmosphérique ainsi que la pollution sonore ; 135.000 € pour l'installation de poubelles et de fontaines d'eau ; 867.000 € pour des îlots de fraîcheur ; 5,8 millions d'euros pour la lutte contre les inondations grâce à la gestion intégrée des eaux pluviales et la mise des ruisseaux à ciel ouvert ; 2,3 millions d'euros pour des espaces verts résilients et accueillants ; 192.000 € afin d'octroyer des primes pour des citernes, panneaux solaires, mares, potagers et composts de quartier ; 900.000 € pour végétaliser les cours d'école ; environ 2.110.000 € pour l'aménagement énergétique des bâtiments publics .*

*L'emploi à temps plein de la coordinatrice du plan climat sera maintenu, et il en sera de même pour le poste du « référent arbres », qui sera pérennisé au-delà de la période de validité du subside régional.*

*Les deux éco-jardiniers accueillis au service vert pour être formés à l'entretien écologique des espaces verts continueront à travailler pour l'administration communale.*

*De plus, la coordination eau sera maintenue de manière à suivre la gestion intégrée des eaux pluviales.*

*C'est donc un montant total d'environ 13.246.000 € qui, de près ou de loin, est consacré aux enjeux climatiques, auquel il faut ajouter le budget prévu pour la rénovation des trottoirs, qui est aussi de nature à favoriser la mobilité douce.*

*Uccle continue à présenter des comptes en boni, ce qui permet de constituer des réserves pour soutenir les investissements tout en maîtrisant la charge de la dette. Mais il faudra trouver un équilibre entre cette gestion prudente et la nécessité de procéder à des investissements pour réduire les gaz à effet de serre et adapter le territoire ucclois aux effets du dérèglement climatique. Dans ce contexte, Mme Vanderborght insiste sur les opportunités offertes par le financement participatif, qui permet aux citoyens de s'impliquer plus directement dans les projets locaux exemplaires tout en diversifiant les sources de financement pour la commune. Uccle devrait aussi poursuivre le dialogue avec les banques éthiques et durables pour le placement de son argent et le financement de ses emprunts.*

***M. Junqué** souligne les mesures du Collège en faveur du logement, qui s'avère un facteur indispensable pour l'insertion dans la société et la sortie de la précarité.*

*Le projet Housing First de la rue Vanderkindere va permettre à quatre personnes de sortir de la rue. Des études portant sur la construction de logements rue des Fidèles ou rue de Stalle sont prévues, et d'autres projets de logements publics sont déjà lancés.*

*En outre, la commune accroît son soutien à l'AISU, ce qui permettra à cet organisme de monter en puissance dans sa gestion de 250 logements. M. Junqué espère que le parc immobilier géré par l'AISU pourra être étendu dans les prochaines années.*

*Le développement de synergies entre la commune et le CPAS n'est pas le seul levier pour lutter contre l'exclusion sociale. M. Junqué cite à cet égard la transformation en maison de quartier d'un troisième centre pour seniors sis rue Vanderkindere ou l'augmentation du subsidie accordé à l'ASBL Le Pas, dont il convient de saluer le travail remarquable, accompli notamment dans ses écoles de devoirs.*

*Des investissements sont consentis pour doter l'espace public d'infrastructures en libre-service, notamment des infrastructures sportives telles que des engins de musculation.*

*M. Junqué souhaite aussi que les seniors bénéficient d'une attention particulière.*

*Le budget et le plan triennal témoignent de la volonté du Collège de faire du sport un vecteur de cohésion sociale.*

*La transformation de la salle Stroobant aboutira, au terme de deux années de travaux de rénovation, à l'aménagement d'une salle omnisport moderne au rez-de-chaussée et d'un dojo et d'une salle de danse à l'étage.*

*M. Junqué espère obtenir de bonnes nouvelles dans le futur quant à l'évolution du dossier relatif au stade national de hockey.*

*Il salue la volonté de doter le service des sports d'outils informatiques modernes, qui garantiront une vigilance accrue et permettront de pallier le manque d'infrastructures existantes.*

*M. Junqué remarque que le montant de 300.000 € accordé dans le budget extraordinaire pour le skate-park résulte de la mise en œuvre des outils participatifs, qui permettent aux habitants de faire remonter directement leurs besoins et d'exprimer des choix.*

*En matière de participation citoyenne, les moyens financiers sont maintenus afin de garantir la poursuite des initiatives lancées sous la mandature précédente, telles que le budget participatif, les subsides de fonctionnement pour les comités de quartier ou le subside « Coup de pouce ».*

*Dans le domaine culturel, M. Junqué se réjouit du maintien de l'aide au CCU et à la Ferme Rose. Le Collège a également prévu les budgets nécessaires pour la réalisation de la future bibliothèque du Merlo, projet culturel à vocation sociale soutenu par la Région dans le cadre de la Politique de la Ville.*

*Uccle est également attachée à la promotion de l'interculturalité et à la solidarité internationale, qui bénéficient d'un service dédié. Les budgets, certes modestes, prévus pour réaliser des projets relatifs à la sensibilisation aux droits humains, à la citoyenneté mondiale et solidaire ou à l'aide aux populations victimes de conflits ou de catastrophes naturelles, sont un marqueur des valeurs défendues par la commune.*

*M. Junqué insiste enfin sur l'intérêt du « gender budgetting » pour identifier, à l'aune de l'exercice budgétaire, les éventuelles inégalités entre les sexes qui pourraient encore subsister insidieusement. Il remercie les échevins et services compétents pour leurs actions en la matière.*

*Le groupe Ecolo votera ce budget 2025 avec enthousiasme.*

***M. De Bock** rappelle que, contrairement à ce qui se passe dans d'autres communes, l'augmentation des impôts est temporaire et ne concerne pas cette année-ci.*

*De nombreuses personnes subissent encore les conséquences de la crise du covid et de la guerre russo-ukrainienne. Une citoyenne a d'ailleurs écrit une lettre à M. De Bock pour exprimer son désarroi face à la hausse du coût de la vie.*

*M. De Bock a toutefois la conviction qu'avec ce budget, Uccle a opté pour une voie qui lui permet d'avoir les moyens de sa politique et la politique de ses moyens. Face aux crises actuelles, il faut « resserrer la voilure » par rapport aux belles années d'autrefois et accepter un certain nombre d'économies.*

*Des pistes d'économie intéressantes ont été évoquées par les orateurs précédents.*

*Des propos contradictoires ont parfois été tenus, notamment lorsque d'aucuns ont affirmé qu'il n'y a pas assez d'investissements publics, tout en reprochant à la majorité de faire trop d'investissements à l'extraordinaire.*

*Des demandes en faveur d'investissements plus importants dans le domaine du logement ont été émises, et il est vrai qu'on n'investira jamais assez en matière de*

*logement. Néanmoins, il ne faut pas oublier que la politique du logement relève avant tout de la Région. Et vu qu'Uccle est une des communes les moins aidées par la Région bruxelloise, elle pourrait difficilement tout faire.*

*Lors de la création de la Région bruxelloise en 1989, Uccle, dont le revenu par habitant était alors le plus élevé, bénéficiait d'environ 5 % de la dotation générale aux communes, dont le montant total ne dépassait pas 250 millions d'euros. À présent, la part de la dotation accordée à Uccle est tombée à 2,7 %, alors qu'Uccle se situe à la cinquième place dans le classement des communes les plus « riches », en l'occurrence derrière Woluwe-Saint-Pierre, Woluwe-Saint-Lambert, Auderghem et Watermael-Boitsfort. Et il ne faut pas oublier que le revenu moyen dissimule des disparités sociales importantes au sein de la population.*

*L'effort de solidarité demandé aux Ucclois est deux fois plus élevé que celui qui est sollicité de la part des habitants des communes mieux classées. M. De Bock estime qu'Uccle devrait recevoir autant que les communes où le revenu moyen est plus élevé.*

*Par rapport aux autres communes, le taux facial du précompte immobilier se situe à Uccle dans la moyenne régionale et n'est donc pas très élevé. Il ne faut toutefois pas oublier que la base cadastrale n'est pas identique partout. Dans des communes telles que Jette, faute de l'actualisation de revenus cadastraux très anciens, il faut opter pour des centimes additionnels très élevés si l'on veut obtenir le même rendement. Et à Uccle même, certains propriétaires d'un appartement neuf paient trois ou quatre fois plus que des habitants ayant une vieille maison dont l'assiette est très basse, ce qui n'est pas juste.*

*Personne n'ose réellement s'atteler à la question de la péréquation cadastrale, car ce serait impopulaire. On préfère taxer les revenus du travail sans réfléchir à une taxation juste et égalitaire sur le capital, en commençant par l'immobilier. Il faut donc agir en ce domaine, même s'il y a toute une série d'autres éléments à ne pas négliger : il va de soi que le coût des pensions ne peut être évité et la gestion raisonnée des effectifs ne signifie pas qu'il faille licencier tout le personnel communal. L'ensemble des partis politiques ayant participé à un moment ou un autre à une majorité, tous portent la responsabilité de l'augmentation des impôts ou de la croissance des effectifs qui ont pu être décidées. M. De Bock remarque toutefois qu'au cours des six dernières années, Mme la Première Echevine a réduit le nombre d'équivalents temps plein proportionnellement, c.à.d. que le nombre d'équivalents temps plein a augmenté moins vite proportionnellement que la population.*

*M. Meeus a posé une bonne question lorsqu'il s'est demandé si le CPAS a bien été géré, suite au dérapage budgétaire de 4 millions d'euros en 2024, qui est tombé comme un coup de massue. Certes, les besoins sociaux augmentent, mais si aucun effort n'est accompli, la commune sera encore beaucoup plus inaccessible pour les plus pauvres.*

*Un consensus s'est d'ailleurs dégagé entre majorité et opposition au sein du Conseil de l'action sociale en faveur d'une gestion plus responsable, afin de ne pas se retrouver dans la situation d'autres communes, dont les CPAS distribuent des aides ou accordent des primes de façon inconsidérée et sont inévitablement contraints de solliciter un soutien financier de la part de la commune une fois leur budget épuisé.*

*Une année sur deux, il y a des écarts très importants entre montants promérités et droits constatés, que ce soit pour l'IPP ou le précompte immobilier, et, selon M. De Bock, il doit y avoir aussi une sous-évaluation, étant donné que la commune ne perçoit pas 100 % de ce qu'elle serait en droit d'obtenir de ces deux*

*impôts. Il y a eu néanmoins une vraie récupération, dans la mesure où, de 2022 à 2023, on est passé d'un coup de 26 millions d'euros à 35 millions d'euros en droits constatés. En fait, des avances plus importantes ont été concédées pour faire face à la crise ukrainienne. L'évolution actuelle de l'IPP montre que celui-ci augmente moins vite que l'inflation.*

*Selon M. De Bock, il est tout à fait légitime et pertinent de réfléchir à la manière dont la commune pourra continuer à survivre, compte tenu de sa très forte dépendance à l'égard des deux principales ressources que constituent l'IPP et le précompte immobilier.*

*M. De Bock se demande s'il n'y aurait pas de la part de la Région ou du gouvernement fédéral une sorte de retenue d'une partie de l'IPP ou du précompte immobilier au détriment des communes. A-t-on analysé cet éventuel phénomène ? Les instances fédérales et régionales ne se financent-elles pas un peu indirectement sur le dos des communes, même si elles leur transfèrent des avances ?*

*Quoi qu'il en soit, M. De Bock est persuadé qu'un juste milieu est possible entre dépenser sans compter et compter sans dépenser. Il sera aux côtés du Collège pour poursuivre cet effort.*

***M. l'Echevin Wyngaard**, tout en remerciant M. Cools pour son intervention, s'étonne de sa réaction à l'égard de la politique d'asphaltage.*

*Pour le Collège, il est indispensable de débloquer les moyens nécessaires pour garantir la sécurité et le confort des voiries uccloises.*

*Or, ces dernières années, le coût des matières premières a fortement augmenté. M. l'Echevin Wyngaard rappelle à cet égard qu'un marché avait été attribué pour la réparation des revêtements asphaltiques et qu'il a fallu renégocier avec l'entrepreneur une réduction des travaux prévus initialement, tant les coûts avaient augmenté. Depuis lors, ils se sont quelque peu stabilisés mais la hausse en ce domaine a été plus importante que l'inflation, qui, durant la période considérée, a été de l'ordre de 20 %. Le budget consacré à l'asphaltage, passé en très peu de temps de 1,2 million d'euros à 2,4 millions d'euros, se situe cette année-ci à 2,3 millions d'euros. Si cela s'avère possible, les montants dédiés à ce poste seront diminués les prochaines années mais de toute façon, il n'y a jamais eu de dépenses somptuaires en ce domaine.*

*Le projet Housing First, inauguré récemment, va permettre l'accueil de quatre personnes sorties de la rue. Il se fonde sur un partenariat avec l'Agence immobilière sociale d'Uccle (AISU), qui en assure la gestion. L'AISU travaille elle-même en collaboration avec des associations (en particulier l'association DoucheFLUX) pour l'accompagnement de ces personnes.*

*Il n'y a pas un budget communal relatif à ce projet, étant donné qu'après le versement annuel à la commune d'un montant pour l'occupation du bâtiment, l'AISU se charge du reste et que l'association DoucheFLUX est payée par d'autres autorités supérieures. Mais ce projet sera évidemment pérennisé car le Collège a la volonté de permettre aux personnes sans abri de retrouver un logement décent.*

*En matière de logement, des projets sont en cours pour les rues de Stalle, des Fidèles, du Doyenné et la chaussée de Waterloo. M. l'Echevin Wyngaard reconnaît qu'il conviendrait de mener des actions plus amples dans le domaine du logement*

*mais ceci s'avère difficile dans le cadre de l'enveloppe budgétaire disponible, à moins qu'on ne se résolve à augmenter l'impôt. De toute façon, il faut admettre que la commune constitue un échelon somme toute modeste dans la politique du logement, qui relève pour une large part de la Région. Le pouvoir local prend néanmoins ses responsabilités car la problématique du logement est fondamentale.*

***Mme l'Echevine De Brouwer** précise qu'il y a bien une ventilation des projets prévus au budget extraordinaire pour le climat et l'environnement. Celle-ci figure à la page 31 des annexes.*

*Pour ce qui concerne le budget ordinaire, une ligne est prévue au budget de fonctionnement pour des projets de sensibilisation sur cette thématique.*

*Les maisons de quartier ne sont pas oubliées dans la déclaration de politique communale, le budget et le plan triennal. L'ouverture de la maison de quartier de la rue Vanderkindere est prévue et un montant a aussi été alloué à la rénovation de la conciergerie du parc de Wolvendael.*

*Mme l'Echevine De Brouwer a bien pris note des demandes de M. Cools concernant les journées mondiales et le droit de pétition.*

***Mme la Première Echevine** remercie les orateurs précédents pour leur analyse du budget, qu'ils ont tous effectuée avec leur sensibilité particulière, ce qui est parfaitement légitime.*

*Elle a bien noté les suggestions constructives du groupe socialiste quant à l'intérêt de procéder à un réexamen de l'une ou l'autre prime. Mme la Première Echevine a toutefois été moins convaincue par l'intervention de Mme Kabachi car elle se rappelle qu'il fut un temps où le groupe socialiste plaidait en faveur d'une augmentation des impôts en estimant que la majorité ne mobilisait pas assez de moyens pour la politique sociale.*

*Le montant de 25.000 € prévu en 2025 pour les primes de compensation du précompte immobilier s'avère amplement suffisant pour la centaine d'Ucclois qui les ont sollicitées en 2024, étant donné que la hausse des additionnels ne prendra cours qu'en 2026. Dans le cadre de l'élaboration du budget 2026, le règlement sera adapté pour tenir compte de cette augmentation des additionnels.*

*Mme la Première Echevine tient à rassurer le Conseil quant à l'hypothèse selon laquelle le stock de dettes pourrait dépasser 220 millions d'euros, vu que les programmes extraordinaires ne sont jamais réalisés à 100 %. Quoiqu'un budget soit souvent pluriannuel, les règles communales requièrent une inscription annuelle et comme il n'y a pas lieu d'amortir les dépenses, la commune ne sera pas confrontée à la nécessité d'assumer 100 % des dépenses extraordinaires indiquées. C'est ce qui a permis de faire évoluer le montant du stock de dettes de 140 millions d'euros il y a une dizaine d'années jusqu'à 124 millions d'euros au 31 décembre 2024, tout en maintenant des programmes budgétaires ambitieux. Et il ne faut pas oublier qu'il a fallu absorber plus de 15 % d'inflation entre 2019 et 2025.*

*Si le plan triennal prévoit une diminution des dépenses et une augmentation des recettes en vue de dégager des bonis, c'est aussi pour diminuer la part d'emprunt dans les investissements : le but de cette action ne consiste pas à rembourser les emprunts mais à permettre à la commune d'être en mesure de moins emprunter et*

*donc de continuer à alimenter le fonds de réserve de manière à assurer une prise en charge des investissements sur fonds propres.*

*Mme Kabachi a exprimé un mécontentement face à la concomitance d'une hausse du précompte immobilier et d'une baisse de l'IPP. Mais fallait-il au contraire diminuer le précompte immobilier, qui est loin d'être l'impôt le plus injuste, et augmenter l'IPP, alors que celui-ci touche directement les revenus du travail ?*

*Il y a lieu de se demander s'il serait possible d'éviter l'augmentation du précompte immobilier en optant pour la taxation économique, à l'instar d'autres communes du cluster sud-ouest. Mais vu que les communes qui ont fait ce choix comptent un plus grand nombre de bureaux sur leur territoire, la taxe sur les bureaux s'avère une option plus rentable pour elles que la hausse du précompte immobilier. L'application à Uccle d'une telle taxe pour compenser la différence exigerait des taux si élevés qu'ils entraîneraient la disparition des quelques bureaux qui subsistent sur le territoire communal. Ce serait un mauvais usage du levier fiscal.*

*Un montant annuel de 150.000 € est payé au Wolvendael pour les pages d'informations communales, qui fournissent aux citoyens des renseignements objectifs sur les services communaux et leur proposent une tribune politique ouverte aux différents groupes du Conseil communal afin de garantir le pluralisme. De plus, des brochures ou toutes-boîtes sont préparés dans certains cas très spécifiques pour cibler les citoyens qui ne liraient pas le Wolvendael. La brochure à laquelle M. Tojerow faisait allusion a coûté un peu plus de 14.000 €. M. Tojerow recevra très prochainement une réponse à sa question écrite sur ce sujet.*

*Pour ce qui concerne la dotation au CPAS et les interrogations sur son estimation, M. Mercenier semble s'étonner du fait que le Collège n'a pas déjà répercuté les résultats d'une mesure qui n'a pas encore été votée par le Parlement fédéral et dont les contours ne sont pas encore arrêtés. Il évoque à cet égard une estimation de Brulocalis, qui a un caractère très général car cet organisme n'a pas pris le risque de procéder à une estimation par commune.*

*Par-delà le fait que le CPAS n'a pas encore totalement finalisé l'établissement de son budget, les échanges entre la commune et le CPAS ont abouti à ce qu'à partir de la dotation initiale 2024, on en vienne à fixer un objectif commun qui constitue un défi dont chaque partie est bien consciente. La commune et le CPAS sont dans le même bateau : si le CPAS devait faire face à des difficultés dans l'exercice de ses missions avec cette dotation, le budget communal serait amené à compenser, comme ce fut le cas en 2023 et 2024. Mme la Première Echevine rappelle d'ailleurs que le produit de l'opération « one shot IPP » du SPF Finances (qui a donc procédé au versement de 14 mois au lieu de 12), à laquelle M. De Bock a fait allusion, a été versé dans son intégralité au CPAS sous forme de dotation exceptionnelle. Le Collège est donc parfaitement conscient des enjeux mais ce début de mandature constitue le moment propice à l'électrochoc nécessaire à la mise en œuvre de réformes en vue de faire, non moins de social, mais mieux de social. Les débats au sein du Conseil de l'action sociale témoignent de sa volonté de mieux répondre aux besoins sociaux de la commune mais il n'est pas certain que l'affectation des moyens soit actuellement tout à fait optimale.*

*Les augmentations de recettes évoquées par M. Cools résultent de l'application de règlements qui ont été votés sous la mandature précédente et qui prévoient des indexations. En réalité, pour l'élaboration du budget, on procède à des estimations au début de l'automne, fondées sur l'état des dépenses et recettes réelles, et c'est ce qui a permis d'estimer des recettes quand la réalité était caractérisée par des comptes en légère amélioration. Malgré tout, le boni dégagé de la sorte n'excède*

*pas 1,5 millions d'euros, et Mme la Première Echevine est personnellement préoccupée et entend demeurer vigilante. Elle est donc convaincue de la nécessité d'effectuer un monitoring pour réaliser l'ensemble des projets prévus au budget et rejoint M. Cools dans son souhait d'une évaluation constante.*

*Le Collège est très conscient de l'enjeu que constitue la problématique des pensions. Il est difficile d'avoir des estimations en ce domaine. Néanmoins, une formule mathématique fondée sur des données objectives, en l'occurrence le nombre d'agents statutaires actuellement occupés par la commune et le nombre d'agents statutaires actuellement en pension et leurs ayants droit, a permis au service des Rémunérations d'identifier la cotisation de responsabilité, qui augmente de manière significative. Avec ses propres estimations, Brulocalis accomplit son travail de lobby des communes auprès du pouvoir fédéral et du pouvoir régional, mais il serait naïf de compter sur un soutien décisif de ces niveaux de pouvoir pour relever le défi des pensions, eu égard à leur situation financière compliquée.*

*En matière de parking, le Collège est un chaud partisan de l'instauration des 30 minutes gratuites dans les quartiers commerçants. Si le gouvernement régional devait voir le jour trop tardivement pour mettre en place ce dispositif ou s'il y était défavorable, le Collège examinerait comment, à partir de la commune, il serait possible d'atteindre ce but, en demeurant néanmoins toujours dans le respect des législations.*

*Mme la Première Echevine confirme que l'augmentation des recettes en général se fonde sur une estimation liée à l'indexation, présentée la semaine dernière au Conseil communal.*

*Le groupe Les Engagés a exprimé des inquiétudes face à la perspective de l'augmentation du précompte immobilier, et Mme la Première Echevine les partage. Elle se permet toutefois de souligner que le Collège fait preuve d'une grande transparence en ce domaine. En effet, c'est aujourd'hui, le 27 mars 2025, qu'est annoncée l'intention d'augmenter le précompte immobilier pour le budget 2026, l'année 2025 étant la dernière où la présentation d'un budget en équilibre sans nouvelles recettes s'avère possible. Des communes dirigées par des bourgmestres du parti Les Engagés ont récemment augmenté les additionnels sans l'avoir annoncé plusieurs mois à l'avance.*

*Le projet du skate-park est le fruit d'une concertation avec la population puisque c'est le choix du budget participatif 2022 qui se concrétise dans ce budget 2025. Il serait pour le moins contradictoire de déplorer le vieillissement de la population uccloise et de ne pas saluer la mise en place d'infrastructures destinées à la jeunesse.*

*M. De Bock a évoqué une thématique importante à propos du manque de prévisibilité dans les recettes. Une situation caractérisée par une recette en quasi-stagnation, alors que les parcelles cadastrales sont en augmentation et que les additionnels au précompte immobilier sont indexés, mériterait en effet d'être analysée. Selon les premières réponses que Mme la Première Echevine est parvenue à glaner, le problème résiderait dans le fait que certains redevables contestent les impôts voire seraient en situation de faillite et donc que certains montants dus ne sont pas récupérés par l'autorité régionale ou fédérale. Mme la Première Echevine ne manquera pas de solliciter des explications plus détaillées. Elle communiquera aussi le montant exact des droits constatés 2024 dès qu'elle aura obtenu l'information.*

***M. Mercenier** se permet de remarquer que les critiques sur les carences ou les insuffisances de la Région émanent de formations politiques qui ont participé à la majorité régionale sortante.*

*La réforme de la dotation générale aux communes, exposée dans la Déclaration de politique régionale, a été confiée à un Ministre des Pouvoirs locaux du parti DéFI, qui, faute d'un consensus sur ses propositions, n'a pas été en mesure d'accorder davantage de moyens à la commune d'Uccle.*

***M. Hayette** aurait cru que ce premier budget de la législature pût permettre d'apprécier les engagements pris par la majorité dans sa déclaration de politique communale. Le plan triennal aurait dû permettre aux conseillers d'évaluer les priorités du nouveau Collège. Au lieu de cela, le Collège présente un budget dont 80 % des dépenses sont incompressibles et dont les 20 % de dépenses restantes seront tributaires de décisions d'autres niveaux de pouvoir. Malgré ces incertitudes, M. Hayette tient à remercier Mme la Première Echevine et ses services pour le caractère structuré et précis de ce budget, la clarté des documents et les explications fournies en commission.*

*M. Hayette a été frappé par la perte quasi définitive de 6,5 millions d'euros de subsides attribués au budget extraordinaire par rapport à l'exercice budgétaire précédent. Il est sans doute prématuré de dire si la commune pourra en récupérer une partie et il serait audacieux d'évaluer la responsabilité des uns et des autres, qu'ils relèvent des instances régionales ou fédérales. Mais dès à présent, il apparaît clairement que l'absence d'un gouvernement régional et le flou autour de certaines décisions du gouvernement fédéral risquent d'affecter durablement les finances et les choix politiques des communes bruxelloises.*

*La guerre en Ukraine et la crise du covid ont rappelé que le contexte européen et international peut influencer considérablement la vie des citoyens et que personne ou presque ne sort indemne d'une situation de crise, en particulier les entités locales, qui sont en première ligne dans les relations avec la population. Par ailleurs, la situation actuelle n'incite guère à l'optimisme et exige que chacun prenne ses responsabilités et s'impose une gestion prudente et rigoureuse si l'on souhaite préserver les missions essentielles de la commune.*

*Pour ce qui concerne les recettes, il y aurait lieu de se réjouir de la progression de 12 % des additionnels à l'impôt sur les personnes physiques, puisque cette recette pourrait augmenter naturellement avec un taux d'emploi plus élevé. Les nouvelles sont beaucoup moins réjouissantes avec les additionnels au précompte immobilier, qui connaissent une croissance de 1 % largement inférieure à l'inflation. Cela devrait inciter la majorité à opter pour une augmentation temporaire du précompte immobilier qui se situerait dans la moyenne régionale (actuellement 3.281).*

*En matière de transferts, la volonté du Collège d'augmenter dans une proportion identique de 5 % les dotations au CPAS et à la zone de police répond parfaitement aux demandes de la population, de plus en plus soucieuse de sa sécurité comme de sa protection sociale. Il est loin le temps où l'on parlait d'une norme de croissance budgétaire de 1,5 % pour les deux départements. Ceci démontre que l'évolution sociologique de la commune se caractérise par une augmentation importante des populations précarisées. Et pour ce qui concerne la zone de police, il y a des incertitudes quant à l'incidence de la fusion des polices, voulue par le Ministre de l'Intérieur, sur les finances communales. M. Hayette continuera à réclamer une*

*attention particulière pour les populations les plus fragiles tout en restant très attentif aux efforts du CPAS, qui demeure la pierre angulaire de la politique sociale de la commune.*

*La réduction importante des subsides n'a pas empêché la poursuite d'une politique d'investissement, qui s'avère plus que nécessaire. Les départements liés à l'aménagement du territoire, à l'espace public et au facility management sont généralement les plus financés. Toutefois, M. Hayette s'interroge sur le montant toujours aussi exorbitant des coûts liés à la rénovation des voiries ainsi que sur la nécessité de réaliser une étude sur le problème de la mobilité et de la confier à un bureau extérieur alors qu'un plan communal de mobilité a été adopté au dernier trimestre de 2023. Il se réjouit cependant de la fin des travaux de la salle Stroobant et des futures perspectives, des projets dans les écoles communales et des investissements dans le maillage bleu. M. Hayette regrette le manque de moyens affectés aux investissements sociaux, quoiqu'il n'oublie pas certaines subventions communales dans des projets à caractère social. Même si l'emprunt de 42,5 millions d'euros que la commune se prépare à effectuer pour couvrir le programme extraordinaire n'est pas sans risque, il permettra de réaliser certains projets ambitieux. Il reste à espérer que les agences de notation ne dégradent pas la note de la Région bruxelloise en juin.*

*Il ne faut pas oublier que ce sont les habitants d'Uccle qui alimentent principalement les recettes de la commune. L'établissement d'un budget est toujours un exercice d'équilibriste, il impose des choix difficiles, il réclame de l'humilité et de la rigueur. Il suppose d'être solidaire non seulement avec les citoyens mais aussi avec le personnel communal, dont on attend des efforts importants. Au vu de la situation complexe et exceptionnelle, M. Hayette partage la prudence des auteurs de ce budget et invite tous les membres du Conseil à serrer les rangs et à exprimer leur solidarité envers la commune.*

*M. Hayette votera donc en faveur du budget.*

**M. Cools** *prend acte du ralliement de M. Hayette à la majorité.*

*La situation budgétaire est telle qu'il est impératif d'établir des priorités. Selon M. Cools, cela signifie qu'il faut renoncer à des projets tels qu'une piscine naturelle à ciel ouvert.*

*M. Cools conteste en partie les allégations selon lesquelles il n'y aurait pas eu d'augmentation du précompte immobilier depuis 10 ans, car s'il est vrai que le taux n'a pas été augmenté, les sommes payées effectivement par les Ucclois ont augmenté durant la période considérée : ne fût-ce qu'en 2023 et 2024, l'indexation des revenus cadastraux, et donc du précompte immobilier, a été de l'ordre de 15 %, suite aux fortes poussées inflationnistes que l'on a connues. Cette hausse de 15 % doit être supportée par tous les propriétaires, alors que 64 % d'entre eux occupent leur propre logement et donc n'en tirent pas de revenu, et ce alors que leurs autres sources de revenus n'ont pas évolué de la même manière. Il est prévu de développer davantage le mécanisme de primes compensatoires destinées à pallier cet inconvénient mais il faudra voir quelle sera l'ampleur de cette augmentation.*

*Le boni de 1,5 million d'euros est dû à une augmentation des recettes fiscales, et les propos tenus par Mme la Première Echevine ne remettent pas en cause cette affirmation.*

*M. Cools rappelle sa question relative au passage du montant des taxes sur les antennes GSM de 3 millions à 3,5 millions d'euros, pour laquelle il n'a pas encore obtenu de réponse.*

*M. Cools souligne la volonté de procéder à une évaluation constante. Ceci témoigne d'une évolution positive des positions défendues par la majorité, puisqu'il rappelle à cet égard que voici un an, il avait lui-même présenté une interpellation sur le contrôle interne et que le Collège lui avait alors répondu qu'il optait non pour une évaluation mais pour un simple contrôle de légalité. M. Cools ne manquera pas d'interroger le Collège à intervalles réguliers sur l'effectivité de cette évaluation.*

*M. Cools rappelle également ses inquiétudes pour ce qui concerne la dotation au CPAS. Comment le CPAS va pouvoir s'en sortir avec une dotation de 44 millions d'euros alors que le montant de celle-ci s'élevait à 47 millions d'euros l'année dernière ? La seule issue serait soit une augmentation du budget du CPAS par le biais de modifications budgétaires soit une réduction drastique de la politique sociale, ce qui serait évidemment néfaste.*

*D'ailleurs, la lecture du procès-verbal de la commission de concertation entre la commune et le CPAS a suscité un certain doute dans l'esprit de M. Cools quant à la réalité de cette concertation pour ce qui concerne la fixation du montant de la dotation, qui semble plutôt avoir fait l'objet d'un diktat de la part du Collège.*

*Le groupe Uccle en avant votera contre ce budget.*

***Mme Kabachi** reproche au Collège le manque d'informations sur l'accompagnement social de la hausse du précompte immobilier, notamment sur le montant de la prime qui pourra être accordée à titre de compensation. À cet égard, Mme Kabachi aimerait connaître le montant de l'enveloppe budgétaire qui avait été prévue à l'occasion de la dernière augmentation du précompte immobilier en 2016.*

*Mme Kabachi rappelle son point de vue en vertu duquel l'augmentation des recettes prévues pour le précompte immobilier vise à compenser la diminution des recettes prévues pour l'IPP, dans un contexte où les réformes envisagées par le gouvernement Arizona vont impacter les recettes.*

*Mme Kabachi n'a jamais nié la réalité d'investissements en faveur du logement. Elle a juste affirmé que la part des investissements dédiés au logement est inférieure à celle qui est consacrée à d'autres domaines.*

***M. Meeus** remercie les membres du Collège pour les explications fournies.*

*Il rappelle ses préoccupations quant à la nécessité d'éviter la fuite des jeunes ménages dans d'autres communes et de préserver la présence de commerces sur le territoire ucclois.*

***M. Tojerow** remarque que la politique de la majorité en matière d'octroi de*

*primes n'est pas de nature à favoriser la cohésion sociale.*

*Constatant néanmoins que certains membres de la majorité ont accueilli avec intérêt certaines propositions de son groupe, M. Tojerow espère qu'un débat constructif, argument contre argument, pourra émerger au sein de l'assemblée.*

***M. De Bock** rappelle que l'opposition a relevé le passage de la charge de la dette de 5 % à 7 %. Il tient toutefois à souligner que ce taux de 5 % était historiquement bas, vu qu'on n'avait jamais observé un taux aussi bas à Uccle.*

*En réalité, le Collège s'est efforcé de réduire drastiquement le poids de la dette pendant la période où le financement de celle-ci s'avérait le plus intéressant et il maintient à présent une position prudente dans un contexte où les taux d'intérêt sont plus élevés.*

*M. De Bock signale en parallèle que la Région bruxelloise était parvenue à réduire le poids de sa dette aux alentours de 120 millions d'euros par an mais qu'au bout de cinq ans, notamment sous l'effet de la crise ukrainienne, le poids de la charge de la dette a atteint le montant de 360 millions d'euros et donc a triplé sur une période correspondant à une législature. Et M. De Bock n'a aucune gêne à reconnaître la part de responsabilité de son propre parti dans cette situation. Si la situation n'est pas sous contrôle, le poids de la dette de la Région bruxelloise pourrait atteindre 550 millions d'euros en 2029.*

*M. De Bock dénonce aussi l'attitude clientéliste dont ont fait preuve certains élus lors du débat relatif à la dotation générale aux communes, et qui pour Uccle a eu des conséquences délétères. Il appelle les mandataires à un sursaut de responsabilité, qui dépasse l'esprit partisan.*

***Mme la Première Echevine** précise, à propos de la taxe sur les antennes GSM, qu'une indexation était prévue dans un règlement voté à l'unanimité par le Conseil communal en 2023.*

*Elle confirme que le plan triennal ne prévoit pas une baisse des recettes de l'IPP.*

*Les autres détails demandés seront communiqués ultérieurement.*

*Au terme de ce débat budgétaire, Mme la Première Echevine conclut que tant la majorité que l'opposition entendent faire preuve d'une vigilance qui s'avère d'autant plus nécessaire que les temps qui viennent seront agités.*

*L'assemblée procède au vote sur le budget.*

*Le Conseil approuve le point.*

*39 votants : 28 votes positifs, 11 votes négatifs.*

*Non : Eric Sax, Marc Cools, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.*

## Begroting 2025 en driejaarlijks plan 2025-2026-2027

De Raad,

Aangezien het ontwerp van de begroting 2025 de volgende resultaten aangeeft :

### VOOR DE GEWONE DIENST

Resultaat van het dienstjaar : overschot van 1.499.242,07 €

Globaal resultaat : overschot van 10.564.182,16 € .

### VOOR DE BUITENGEWONE DIENST

Totaal van de buitengewone uitgaven : 45.657.658,48 €

Te ontvangen subsidies : 1.693.596,78 €

Totaal van de uitgaven ten laste van de gemeente 43.964.061,70 €.

Legt het ontwerp van de begroting 2025 zoals hierboven voorgesteld, het driejaarlijkse plan (P1, P2,P3, P4 en P5) in bijlage en de bijgevoegde verklarende nota vast.

***De burgemeester** herinnert ons eraan dat de stemming over de begroting een belangrijk moment is in een legislatuur, vooral voor nieuwe gemeenteraadsleden, die via de begroting de sterke en zwakke punten van de gemeente ontdekken.*

*Sommige gemeentes hebben nog geen datum vastgesteld voor de presentatie van hun begroting. Het college heeft zich ingespannen om op tijd een begroting in te dienen en ervoor te zorgen dat de raadsleden zo snel mogelijk over de documenten beschikken. Dit is een teken van respect waar gemeenteraadsleden recht op hebben, gezien de werkdruk die dit met zich meebrengt naast hun professionele verplichtingen.*

*De burgemeester bedankt de eerste schepen, de dienst Financiën, het bestuur en het college als geheel, want het opstellen van een begroting is een taak die iedereen aangaat.*

*Europa vraagt een inspanning van de staten, die op hun beurt een inspanning vragen van de gemeenschappen en gewesten, die op hun beurt een inspanning vragen van de gemeentes, want zij zijn het laatste machtsniveau.*

*De meerderheid pretendeert niet alles perfect te doen en tijdens het debat van vanavond zal de oppositie de kans krijgen om haar suggesties naar voren te brengen. Bovendien hebben in de geschiedenis van Ukkel alle politieke families de kans gehad om deel te nemen aan een meerderheid.*

*Dat de meerderheid er voor het eerst in 25 jaar in geslaagd is om een belastingverhoging te vermijden, is te danken aan een streng uitgavenbeheer.*

*We moeten echter ook rekening houden met de wensen van de inwoners van Ukkel. Veiligheid en solidariteit zijn essentieel. Dat er in Ukkel een zekere levenskwaliteit behouden is gebleven, komt omdat er bijzondere aandacht is besteed aan alle wijken, wat investeringen in infrastructuur met zich meebrengt.*

*De burgemeester benadrukt ook de evolutie van de gemeentelijke taken. Bepaalde diensten, zoals Mobiliteit of Leefmilieu, bestonden enkele jaren geleden nog niet of beschikten over zeer weinig middelen. Het zou ook ondenkbaar zijn om de dienst Stedenbouw, die al overbelast is en te weinig personeel heeft, drastisch te verminderen.*

*De grootste uitgavenpost is personeel. Sommigen beweren misschien dat het volstaat om de personeelskosten te verminderen maar we moeten elke dienst constructief benaderen, op basis van de diensten waar de burgers zelf om vragen.*

*Ukkel staat bekend om zijn uitmuntend onderwijs en de kwaliteit van zijn schoolinfrastructuur. Deze investeringen worden over de politieke lijnen heen als essentieel beschouwd. Hetzelfde kan gezegd worden van sportfaciliteiten en het werk van de vzw's die bijdragen tot de levenskwaliteit.*

*Deze begroting 2025 is een 'waarheidsgetrouwe' begroting die de best mogelijke levensomstandigheden voor de Ukkelaars wil behouden, zonder de minste verkwisting.*

***De eerste schepen** wijst erop dat de begroting bij wijze van uitzondering eind maart wordt gepresenteerd omdat deze eerste begroting van het mandaat vergezeld moest gaan van een driejarenplan voor de jaren 2025, 2026 en 2027, en dat dit hele proces, dat met veel ernst en inzet is uitgevoerd, meer dan 6 maanden in beslag heeft genomen.*

*Het is nog nooit zo moeilijk geweest om een begroting en een driejarenplan op te stellen want de economische situatie heeft ons gedwongen om pijnlijke keuzes te maken.*

*De gemeente biedt haar 86.000 inwoners veel diensten van hoge kwaliteit (scholen, kinderdagverblijven, zwembad, sporthallen, trottoirs, wegen, fietspaden, groene ruimtes) maar deze brengen noodzakelijkerwijs kosten met zich mee. We moeten dus een evenwicht vinden door de kwaliteit van de diensten te handhaven tegen redelijke kosten.*

*Een van de bijzonderheden van Ukkel is dat, in tegenstelling tot andere gemeentes, de financiering voornamelijk afkomstig is van lokale belastingen: in Ukkel is 60% van de inkomsten afkomstig van belastingen, terwijl het gemiddelde in het Brusselse gewest 40% is. Dit is dus een hefboom waaraan we moeten werken. Anderzijds vertegenwoordigen de subsidies via de algemene dotatie aan de gemeentes 6% van de begroting, terwijl het gewestelijk gemiddelde bijna 11% bedraagt.*

*Aangezien de diensten die aan de inwoners worden aangeboden, gebaseerd zijn op ontvangsten die uit hun portemonnee worden gehaald, moeten we de nodige tijd nemen om ervoor te zorgen dat elk van deze diensten gerechtvaardigd is en beantwoordt aan de politieke doelstellingen die in de gemeentelijke beleidsverklaring zijn opgenomen.*

*De afgelopen tien jaar heeft de gemeente geen belastingen verhoogd en winsten gegenereerd die voldoende zouden moeten zijn om haar investeringen te financieren.*

*Helaas boekte Ukkel in december 2024, na 9 opeenvolgende jaren van positieve resultaten, een negatief resultaat, een tekort van meer dan 4 miljoen euro als gevolg van de situatie van het OCMW. Deze situatie is zorgwekkend en vereist een reeks belangrijke beslissingen die niet gemakkelijk te nemen en uit te voeren zullen zijn. De 27 miljoen euro dotatie aan het OCMW in 2024 komt overeen met een aandeel van € 325 per inwoner, terwijl het gemiddelde aandeel per inwoner € 100 bedraagt voor de cluster van gemeentes die vergelijkbaar zijn met Ukkel en geïdentificeerd zijn door Belfius (ofwel de twee Woluwes, Watermaal-Bosvoorde en Oudergem).*

*Deze situatie is op lange termijn duidelijk onhoudbaar. Dit is een van de redenen waarom het driejarenplan voorziet in een verhoging van de ontvangsten en*

*dus van de belastingen, in een context waarin de sociale actie van het OCMW meer dan ooit noodzakelijk is in een context van toenemende onzekerheid, want Ukkel is verre van de karikatuur die soms wordt voorgesteld.*

*Het driejarenplan wordt ook beïnvloed door externe factoren waarover de gemeente geen controle heeft, in dit geval de pensioenkosten, ook al is de schuldenlast lager. Het kost dus minder om de leningen terug te betalen waarmee de investeringen zijn gefinancierd dan om de lokale pensioenen te betalen, die in totaal meer dan 16 miljoen euro bedragen in de begroting 2025 en 18,5 miljoen euro in de begroting 2028. Dit is een automatische berekening op basis van het aandeel statutair personeel waarvoor bijdragen worden betaald en het aandeel voormalig statutair personeel waarvoor pensioenen moeten worden betaald. De verhouding is 273 statutaire personeelsleden in dienst voor 650 gepensioneerde statutaire personeelsleden.*

*De begrotingsgesprekken moesten dus beginnen in een context die gekenmerkt werd door de complexe situatie van het OCMW, niet-comprimeerbare pensioenkosten en een zekere loonmassa die beheerd moet worden. Het gemiddelde aantal personeelsleden in Ukkel is echter lager dan in andere vergelijkbare gemeentes, met gemiddeld 11 werknemers per inwoner, tegenover meer dan 12 in deze andere gemeentes, die niet de reputatie hebben bijzonder duur te zijn wat gemeentepersoneel betreft.*

*In werkelijkheid is er altijd naar gestreefd om de gemeentelijke teams op de juiste grootte te houden zodat kwaliteitsdiensten tegen redelijke kosten kunnen worden geleverd maar de logica van de loonindexering leidt tot een stijging van de te betalen bedragen, ondanks de beheersing van het personeelsbestand. De personeelskosten zijn gestegen van 97 miljoen euro in de begroting 2022 tot 117 miljoen euro, op een totaal van 205 miljoen euro, in de begroting 2025 als gevolg van pensioenkosten, loonindexering en baremaverhogingen, hoewel het gemeentepersoneel vrijwel niet is toegenomen.*

*Op basis van deze ramingen heeft het college serieus onderzocht op welke gebieden extra aanwervingen gerechtvaardigd waren en op welke gebieden kon worden geoptimaliseerd door contracten van bepaalde duur niet te verlengen en mensen die met pensioen gingen niet te vervangen. Als gevolg van dit beleid is de toename van het personeelsbestand over het gehele driejarenplan beperkt gebleven tot 14 eenheden.*

*De schuldenlast drukt zwaar op de begroting maar dit is een gebied waarop de gemeente meer actiemogelijkheden heeft. Op dit gebied moet ervoor worden gezorgd dat de investeringen de leencapaciteit niet overschrijden. Gezien de ontwikkeling van de rentevoeten zal het college een nieuw leenbeleid vaststellen in vergelijking met de vorige jaren.*

*Tijdens het vorige mandaat, en zelfs in de afgelopen 10 jaar, hebben we om de drie jaar leningen afgesloten om investeringen te dekken. Als gevolg van het nieuwe rentebeleid zullen we minder lenen, maar wel op een regelmatigere basis, om de schuldenlast in de gaten te houden, die niettemin redelijk blijft omdat deze minder dan 7% van de totale begroting vertegenwoordigt en dus neigt te dalen in verhouding tot de rest van de begroting.*

*We zullen ook goed moeten letten op de schuldenlast, die de afgelopen 10 jaar tussen de 90 en 125 miljoen euro lag.*

*Toezicht heeft hierover aanbevelingen gedaan, aangezien Ukkel op dit punt een minder goede leerling is dan de andere vier gemeentes in de zuidwestelijke*

*cluster, aangezien de schuld per hoofd van de bevolking hoger is.*

*Deze financiële discussies staan helemaal niet los van de realiteit want ze zijn bedoeld om concrete projecten mogelijk te maken, zoals de renovatie van het gebouw aan de Auguste Dansestraat 25 of de renovatie van de Stroobantzaal, waarvoor een beroep moet worden gedaan op leningen. De projecten waarvoor in de toekomst schulden worden aangegaan, moeten zorgvuldig worden gekozen.*

*Wat de werkingskosten betreft, is een stijging van maximaal 2% voorzien, wat moeilijke keuzes zal vergen, aangezien de reële stijging van de grondstofprijzen, rekening houdend met de inflatie, ver boven de 2% ligt.*

*De eerste schepen vermeldde ook de overdrachtskosten naar andere operatoren, in dit geval het OCMW en de politiezone. Deze laatste wordt gefinancierd voor een bedrag van meer dan 20 miljoen euro in de begroting 2025, wat neerkomt op een stijging van 5% om het nieuwe project voor het politiecommissariaat op te nemen, aangezien de locatie in de Rodestraat niet langer geschikt is.*

*De overdrachtsuitgaves omvatten ook premies en subsidies, zowel gewone als buitengewone. Het zou verkeerd zijn om te beweren dat Ukkel op dit gebied overdreven genereus is. De begunstigden krijgen daarentegen een verantwoordelijkheidsgevoel. De jaarlijkse dotatie voor het zwembad bijvoorbeeld, die € 575.000 bedraagt, is al drie jaar niet verhoogd, wat deze organisatie verplicht om haar kosten te beheersen.*

*In de toelichting die naar de raadsleden is gestuurd, worden de redenen voor het besluit om de opcentiemen op de OV te verhogen uiteengezet.*

*De Ukkelaars die in hun eigen huis wonen, zullen profiteren van een update van het reglement inzake de compensatiepremies aangezien het doel niet is om de inwoners van hun eigen huis als prioriteit te nemen maar om ervoor te zorgen dat alle eigenaren van onroerend goed bijdragen aan de financiële levensvatbaarheid van de gemeente.*

*De gemeentediensten hebben berekeningen uitgevoerd om de omvang van de belastingdruk te meten. Rekening houdend met wat kan worden beschouwd als het BBP van Ukkel, d.w.z. de projectie van het mediane inkomen van de bevolking over het aantal inwoners in verhouding tot de belastinginkomsten, ligt de belastingdruk dicht bij 5%: het was 4,89% in 2019 en zal 5,12% zijn in 2026 met de verhoging van de onroerende voorheffing.*

*Dit zeer lage tarief betekent dat Ukkel, in tegenstelling tot andere Brusselse gemeentes, bijna geen andere belastingen heeft.*

*In de vier gemeentes van de zuidwestelijke cluster zijn de opcentiemen op de OV lager dan in Ukkel maar de belastingen op kantoren of economische activiteiten zijn er hoger of werden er zelfs ingevoerd, terwijl ze in Ukkel niet bestaan.*

*Hierdoor is de totale belastingdruk lager in Ukkel en verhoogt de verhoging van de OV deze niet significant.*

*Het college wil er ook voor zorgen dat deze verhoging tijdelijk is. Zodra de OCMW-tehuizen gefusioneerd zijn en hun diensten hervormd en geoptimaliseerd zijn, zal het mogelijk zijn om de opcentiemen naar beneden toe te herzien.*

*Wat de begroting 2025 in strikte zin betreft, moet worden benadrukt dat er geen sprake is van een belastingverhoging. De inspanningen die hebben geleid tot de*

creatie van een overschot van 1,5 miljoen euro werden geleverd aan de uitgavenzijde.

De dotaties aan het OCMW en de politiezone zijn met 5% verhoogd en ook de personeelskosten zijn gestegen, zij het met een reeks maatregelen om deze onder controle te houden.

Dit overschot van 1,5 miljoen euro brengt het gecumuleerde overschot op 12 miljoen euro, wat de financiering van investeringen op middellange termijn garandeert.

Het bedrag voor wegwerkzaamheden is verdubbeld en er zijn ook middelen uitgetrokken voor het onderhoud van scholen en een reeks werken in kinderdagverblijven. Deze verschillende investeringen vertegenwoordigen een budget van 45 miljoen euro dat, in tegenstelling tot de vorige jaren, slechts in zeer beperkte mate kan worden gecompenseerd door subsidies, gezien de situatie op andere overheidsniveaus.

Wat de begrotingswijzigingen betreft, is het college van plan om nog waakzamer te zijn door de begroting voortdurend in de gaten te houden om onaangename verrassingen te voorkomen.

**Mevr. Kabachi** is van mening dat de bewering dat de begroting 2025 in evenwicht is en de belastingdruk niet verhoogt, een verkiezingsbelofte van korte duur is omdat de Ukkelaars vanaf 2026 getroffen zullen worden door een forse stijging van de opcentiemen op de OV. Deze stijging van meer dan 10% zal zowel voor huurders als huiseigenaren een flinke schok zijn.

Er zijn geen concrete details over de premie die zou worden toegekend aan eigenaars die hun eigen gebouw bewonen, maar gezien het feit dat het budget voor deze premie beperkt is tot €25.000, is het veilig om aan te nemen dat weinig Ukkelse gezinnen er waarschijnlijk van zullen profiteren. Hoeveel aanvragen voor de premie zijn er al geregistreerd voor 2024?

Het college beweert dat de verhoging van de OV tijdelijk zal zijn maar hoe lang zal dit duren? Het gebeurt vaak dat tijdelijke verhogingen permanent worden.

Deze verhoging wordt gerechtvaardigd door de noodzaak om de mogelijke kosten van uitsluiting van werkloosheid te compenseren, die volgens een studie van Brulocalis bijna duizend mensen in Ukkel zou treffen. Deze uitsluitingsmaatregel, die veel burgers in armoede dreigt te storten en hen niet in staat zal stellen om een job te vinden, ondanks de dreiging die van hen uitgaat, werd echter bewust besloten door de Arizona-regering, waarvan de MR deel uitmaakt. Het is dan aan het OCMW van de Ukkel, dat gefinancierd wordt door de gemeente, om te zorgen dat degenen die uitgesloten zijn van werkloosheid overleven. Het zijn aldus de Ukkelaars die de kosten van deze uitsluiting zullen betalen.

Achter de belastingverhoging gaan ook andere uitgaves schuil. De verwachte ontvangsten uit deze verhoging zijn namelijk 10 keer hoger dan de extra dotaties voor het OCMW. Bij het lezen van het verslag van de ontvanger, waarin de toename van de schuldenlast wordt genoemd van 90 miljoen euro in 2024 tot 124 miljoen euro in 2025 (en mogelijk 220 miljoen euro op termijn), wordt tussen de regels door duidelijk dat een dergelijke enorme toename bedoeld is om de investeringen van de meerderheid te financieren.

De inflatiecrisis, in combinatie met historisch lage rentetarieven, vormt een

*echte uitdaging, aangezien de schuldenlast, die in 2024 nog 5% van de totale begroting uitmaakte, naar schatting zal stijgen tot 7% in 2025. Dit is ook een van de redenen waarom de meerderheid heeft besloten om de belastingen te verhogen, terwijl de federale regering, met haar MR-component, van plan is om de personenbelasting te verlagen. Bovendien geeft de Ukkelse meerderheid er de voorkeur aan om gezinnen te belasten in plaats van de economische sector.*

*En in afwachting van deze extra ontvangsten heeft het college een bezuinigingsbegroting voor 2025 opgesteld. De meerderheid heeft ervoor gekozen om te bezuinigen over de ruggen van het gemeentepersoneel en de vzw's heen.*

*Dit beleid zal leiden tot het niet vervangen van een aantal vacante posten of het schrappen van bepaalde aanwervingen waardoor de kwaliteit van de gemeentediensten dreigt te verslechteren, met name op het gebied van onderwijs, cultuur en hulp aan ouderen.*

*Volgens mevr. Kabachi had het college zelf een inspanning kunnen leveren door zich te buigen over het probleem van het aantal leden.*

*Sommige vzw's zullen hun subsidies zien verminderen, ook al spelen ze een sleutelrol in de sociale cohesie en culturele activiteiten in de gemeente.*

*Een verlaging van de werkingskosten zou een negatieve invloed kunnen hebben op het onderhoud van de gemeentelijke infrastructuur en lokale diensten.*

*Mevr. Kabachi is van mening dat het dossier met betrekking tot de aankoop van een nieuw secretariaat voor de politiezone voorlopig moet worden opgeschort met het oog op de hervorming van deze zones. In dit verband is de verhoging van de dotatie voor de politiezone, die voor dit jaar en de komende jaren is gepland, misschien niet erg opportuun.*

*Op het gebied van investeringen voorziet de begroting in een pakket van 45 miljoen euro, voornamelijk gefinancierd door leningen en een beperkt beroep op het reservefonds. Projecten zoals de renovatie van de Stroobantzaal, het zwembad, de speelplaatsen van de scholen en de herinrichting van het gebouw aan de Auguste Dansestraat moeten worden toegejuicht, maar zijn onvoldoende om de uitdagingen waarvoor de gemeente zich gesteld ziet, het hoofd te bieden.*

*Mevr. Kabachi constateert ook een onevenwichtige verdeling van de investeringen, waarvan bijna de helft naar de inrichting van de openbare ruimte gaat. Volgens mevr. Kabachi had men zich beter op andere prioriteiten kunnen richten, zoals de ontwikkeling van een investeringsplan voor openbare huisvesting, gezien de toenemende druk op onroerend goed in Ukkel.*

*Mevr. Kabachi herinnert ook aan de lancering van de studie over de mogelijke installatie van een openluchtwembad in de Homborchwijk. Zal dit project aanleiding geven tot overleg met de buurt?*

*Om al deze redenen zal de socialistische fractie niet voor deze begroting stemmen.*

**De h. Tojerow** *is van mening dat het ontstaan van een economische woestijn in Ukkel voorkomen had kunnen worden als er een belasting op economische activiteiten was ingevoerd die vergelijkbaar is met de belasting die in andere gemeentes in de zuidwestelijke cluster van kracht is.*

*Jaarlijks wordt een bedrag van € 150.000 gereserveerd voor de financiering van de Wolvendael. Maar behalve dit tijdschrift worden er ook andere infobrochures in de brievenbussen van de inwoners gestopt. Waar worden de kosten hiervan genoemd in de begroting 2025? Welke criteria worden gebruikt om de informatie te selecteren die onder de bevolking wordt verspreid?*

*Elk jaar wordt € 100.000 uitgetrokken voor subsidies voor de aankoop van een elektrische fiets. Wanneer een gezin een elektrische fiets koopt, kan het een premie van € 250 aanvragen in de vorm van een handelscheque of een cultuurcheque. Alle gezinnen komen in aanmerking voor deze premie, ongeacht hun inkomen of de manier waarop ze zich verplaatsen.*

*Volgens de socialistische fractie is deze vorm van stimulering echter ineffectief en sociaal bevooroordeeld, omdat er sprake is van een “Matthieu-effect”: de huidige fietspremie komt vooral ten goede aan mensen met hogere inkomens en is voor hen een meevaller. Je moet in één keer honderden of zelfs duizenden euro's betalen om een fiets te kopen en pas enkele maanden nadat je de fiets hebt gekocht, ontvang je de premie, die bedoeld is om te gebruiken voor uitstapjes naar musea, restaurants en winkels in Ukkel, en niet om je dagelijkse uitgaves te compenseren. In de praktijk zouden de meeste ontvangers van de premie sowieso een elektrische fiets hebben gekocht, zelfs zonder de subsidie.*

*Volgens de h. Tojerow is het beter om alle gezinnen die dat willen in staat te stellen een elektrische fiets aan te schaffen in plaats van een premie toe te kennen aan degenen die ook zonder dit voordeel toch al een elektrische fiets zouden hebben gekocht.*

*De PS-fractie stelt daarom voor om het voorstel van het college te vervangen door twee verschillende maatregelen, namelijk het verstrekken van renteloze leningen voor de aanschaf van een elektrische fiets (waarvoor in totaal € 50.000 zou worden gereserveerd) en de invoering van een verhuurregeling bij een fietsenbibliotheek.*

*Dankzij de gerealiseerde besparingen zou het mogelijk zijn om gratis schoolmateriaal ter beschikking te stellen van leerlingen van het 4de, 5de en 6de leerjaar van het lager onderwijs, naar het voorbeeld van de regeling die al werd ingevoerd door de Federatie Wallonië-Brussel tot het 3de leerjaar van het lager onderwijs, aangezien de kosten van een dergelijke maatregel kunnen worden geraamd op ongeveer € 50.000.*

*Volgens de rapporten van de schoolkosteninspectie zijn de schooldirecties een groot voorstander van de uitbreiding van gratis schoolbenodigdheden tot het hele basisonderwijs en benadrukken ze de positieve impact hiervan op het vlak van gelijke kansen, de mogelijkheid om nieuw materiaal van goede kwaliteit aan te kopen en de verbetering van de relaties tussen gezinnen en scholen.*

*De socialistische fractie is daarom van mening dat haar eigen voorstellen de toegang tot elektrische fietsen op een eerlijkere en effectievere manier kunnen bevorderen, zonder dat dit ten koste gaat van de gemeentelijke begroting.*

**De h. Mercenier** stelt zich vragen bij de verschillende beoordelingen van de OCMW-situatie voor de jaren 2025 en 2026. Het lijkt erop dat de maatregelen van de federale regering in de ogen van de meerderheid een zeer beperkte impact zouden hebben in 2025 en rampen zouden kunnen veroorzaken in 2026, aangezien de beslissing om de werkloosheidsuitkeringen na twee jaar te beëindigen, of in sommige

gevallen zelfs na één jaar, pas in 2026 van kracht zou worden.

*De h. Mercenier vraagt zich af waar deze ramingen vandaan komen, aangezien Brulocalis, die berekeningen heeft gemaakt voor alle gemeentes, een dergelijk verschil niet heeft aangegeven. Beschikt het college over bevoorrechte informatie van de federale regering die het in staat stelt de ramingen van Brulocalis tegen te spreken?*

*Volgens Brulocalis is er geen reden om te besluiten dat de volledige effecten van de overdracht van de personen die van werkloosheid zijn uitgesloten naar de OCMW's pas op 1 januari 2026 merkbaar zullen zijn (het aantal personen die van werkloosheid zijn uitgesloten zou stijgen tot 1.248, wat neerkomt op een stijging met 82%). Volgens Brulocalis zal de verhoging van de OCMW-middelen op federaal niveau, die met de uitsluitingsmaatregel gepaard zou gaan, onvoldoende zijn om de extra kosten te dekken.*

*Op basis van zijn eigen ervaring merkt de h. Mercenier op dat het in Ukkel heel gewoon is dat het OCMW ondergefinancierd is, waardoor het genoodzaakt is om een onnauwkeurige begroting op te stellen, ook al is die in evenwicht. Het OCMW wordt dan gedwongen om meer uit te geven om de fundamentele rechten van de gebruikers te waarborgen en de gemeente schiet het OCMW te hulp door aan het einde van het jaar een extra dotatie toe te kennen ...*

***De h. Cools*** merkt op dat de gepresenteerde begroting een overschot heeft maar het gaat om een klein overschot van 1,5 miljoen euro op een totaal van 205-206 miljoen euro, oftewel minder dan 0,75% van de begroting.

*Vorig jaar werd de oorspronkelijke begroting gepresenteerd met een overschot van 2 miljoen euro, maar na begrotingswijzigingen kwam de begroting uit op een tekort van 4 miljoen euro.*

*Het overschot is gebaseerd op prognoses van hogere heffingen en belastingontvangsten dan in het verleden.*

*Het bedrag met betrekking tot parkeertarieven en parkeerplaatsen is gestegen van ongeveer € 8 miljoen in de rekening 2023 naar € 8,9 miljoen in de begroting 2025. Dit betekent dat er extra ontvangsten van € 900.000 worden verwacht, en niet alleen als gevolg van de indexering waarover tijdens de vorige gemeenteraadsvergadering is gestemd.*

*Andere belastingen hebben soortgelijke wijzigingen ondergaan in het bovengenoemde tijdsbestek: de belasting op het gebruik van de openbare weg is gestegen van € 415.000 naar € 507.000; de belasting op kantoorruimte van € 427.000 naar € 525.000; de belasting op gebouwen van € 375.000 naar € 451.000; de belasting op tweede woningen van € 312.000 naar € 400.000 ...*

*De prognoses zijn ook hoger voor de belasting op buitenantennes, die zal stijgen van € 3.000.000 in de rekening 2023 naar € 3.530.000 in de begroting 2025. De h. Cools wil graag weten wat de redenen voor deze verhoging zijn.*

*Het driejarenplan kondigt zeer slecht nieuws aan: de verhoging van de opcentiemen op de OV van € 2.940 naar € 3.240 in 2026. Maar begin oktober, voor de gemeenteraadsverkiezingen, stond er in de Wolvendaal een bericht dat stemmen op de lijst van de burgemeester betekende stemmen voor 0% belasting. De meerderheid heeft zich duidelijk niet aan haar verkiezingsbeloftes gehouden.*

*De meerderheid beweert nu dat deze verhoging tijdelijk is maar belastingverhogingen zijn zelden tijdelijk. En de h. Cools heeft des te meer twijfels over het voorlopige karakter van deze verhoging omdat ze gerechtvaardigd wordt door de besparingen die het OCMW zal realiseren als gevolg van de fusie van zijn twee tehuizen.*

*Er kan inderdaad een besparing van ongeveer 1,5 miljoen euro worden verwacht zodra de fusie effectief wordt. Maar we mogen de stijging van de pensioenkosten niet vergeten, die ook in het driejarenplan wordt vermeld. De responsabiliseringsbijdrage, vastgesteld op € 7 miljoen in 2025, stijgt naar € 8,1 miljoen in 2026 en € 9,3 miljoen in 2027. Volgens een studie van Brulocalis zullen de responsabiliseringsbijdrage voor alle Brusselse gemeentes stijgen van € 55,6 miljoen in 2025 tot € 96 miljoen in 2026, bijna een verdubbeling. Tegen 2028-2029 zal de responsabiliseringsbijdrage dus naar verwachting ongeveer 11 of 12 miljoen euro bedragen, oftewel het dubbele van de beoogde besparingen voor het OCMW.*

*De h. Cools bestrijdt het argument dat de belastingheffing in Ukkel redelijk is. Als we het nominale tarief nemen, is Ukkel inderdaad een van de gemeentes met het laagste tarief opcentiemen op de OV en de verhoging van 2026 zal dit niet significant verhogen. Als we echter kijken naar de verhouding van de opcentiemen die per inwoner worden betaald, is Ukkel een van de gemeentes met de hoogste bedragen.*

*Bovendien is het gemiddelde kadastrale inkomen veel hoger in Ukkel, enerzijds door de vastgoedprijzen in de gemeente en anderzijds door de politieke intentie die burgemeester Jacques Van Offelen in het verleden uitte. Om buitensporige belastingtarieven te vermijden was hij erop gebrand om de kadastrale inkomsten te verhogen, ten minste voor nieuwbouw vanaf de jaren 1970.*

*De eerste schepen beweert dat er veel inspanningen worden geleverd om de werkingskosten onder controle te houden. In werkelijkheid zijn de werkingskosten gestegen van 18,8 miljoen euro in de begroting 2023 naar 22,2 miljoen euro in de begroting 2025. Dit komt neer op een stijging van 18,1%, hoewel de gewestelijke omzendbrief voor de opmaak van de begroting een stijgingspercentage van 5,2% voor de werkingskosten aanbeveelt, om te voldoen aan de ramingen van de Nationale Bank voor de inflatie.*

*Wat het personeel betreft, is het aantal voltijdse equivalenten gestegen van 971,44 naar 1.016,46, een toename van ongeveer 45 personen. Het driejarenplan kondigt 10 toezeggingen aan in 2025, nog eens 10 toezeggingen in 2026 en 2 toezeggingen in 2027.*

*De h. Cools beweert niet dat alle geplande aanwervingen ongerechtvaardigd zijn, aangezien er diensten moeten worden verleend aan het publiek. Toch vindt de h. Cools dat er een strengere houding moet worden aangenomen ten aanzien van het niet vervangen van natuurlijk verloop. De h. Cools is voorstander van een externe audit van het gemeentepersoneel zodat kan worden bepaald welke diensten versterkt moeten worden en welke afdelingen voor inkrimping in aanmerking komen.*

*Wat de buitengewone uitgaves betreft, vond de h. Cools het in de begroting voor 2024 geraamde bedrag van 39,5 miljoen euro te hoog. Dit bedrag is echter gestegen tot 45,65 miljoen euro in de buitengewone begroting 2025 en zal in de daaropvolgende jaren hoog blijven (37,8 miljoen euro in 2026). Volgens de h. Cools hadden de investeringen meer gespreid moeten worden. Uiteindelijk is het begrijpelijk dat aan het begin van de zittingsperiode een groot budget voor dergelijke uitgaves wordt uitgetrokken om een reeks projecten te lanceren maar in dit geval hadden de uitgaves in 2026 en 2027 veel lager moeten uitvallen. Onder de vorige zittingsperiode*

werd een bedrag van 29,6 miljoen euro gereserveerd voor de buitengewone begroting 2020.

*Een deel van de uitgaves is ongetwijfeld gerechtvaardigd, zoals de uitgaves voor de renovatie van trottoirs. Aan de andere kant zijn de geplande uitgaves voor wegdekvernieuwing en onderhoud twijfelachtiger.*

*Hoe het ook zij, de terugbetaling van leningen als gevolg van de keuze voor een groot investeringsbudget leidt tot een toename van de schuldenlast, die stijgt van 79,5 miljoen euro naar 119,8 miljoen euro tussen de begroting 2024 en de begroting die is voorzien voor 2027, een stijging van 50% in drie jaar. En de schuld zelf is gestegen van 79,5 miljoen euro in de begroting 2024 naar 119,8 miljoen euro in de begroting 2025.*

*De h. Cools betreurt het dat de OCMW-begroting niet tegelijk met de begroting 2025 kan worden gepresenteerd, hoewel hij begrip heeft voor de uitleg van de eerste schepen, met name over de noodzaak om het driejarenplan te koppelen aan de begroting 2025. Het zou echter gemakkelijker zijn om een globaal en geconsolideerd beeld van de gemeentefinanciën te krijgen als de begrotingen van de gemeente, het OCMW en de politiezone gelijktijdig zouden kunnen worden geanalyseerd.*

*De nota over de synergieën tussen de gemeente en het OCMW lijkt steviger dan in het verleden, hoewel ze nog steeds bepalingen bevat die beperkt blijven tot intentieverklaringen of opsommingen van reeds gerealiseerde of geplande coördinatie. Bovendien vermeldt de nota niet echt de mogelijkheid om bepaalde diensten samen te voegen.*

*De verhoging van de dotatie aan het OCMW met 5% heeft betrekking op de oorspronkelijke begroting 2024. Maar dit is niet het geval na de begrotingswijzigingen. Als gevolg van deze wijzigingen bedroeg de dotatie aan het OCMW in 2024 47,4 miljoen euro, terwijl het nu voorgestelde bedrag 44,1 miljoen euro is, wat waarschijnlijk onvoldoende zal zijn, hoe hard het OCMW ook probeert om de begroting aan te scherpen. Gezien de impact op het OCMW van het beleid dat de Arizona-regering voor ogen heeft, is een dergelijke verlaging van de dotatie, wat men er ook van vindt, onredelijk.*

*Aangezien het OCMW niet alles kan doen op sociaal vlak, moet zijn rol als coördinator van alle sociale actoren versterkt worden.*

*Zonder in detail te treden over de bepalingen van het driejarenplan vraagt de h. Cools zich af of het wel aangewezen is om het aantal herdenkingsdagen van allerlei aard te vermenigvuldigen. Zou het niet beter zijn om na te denken over welke dagen benadrukt moeten worden en met welk doel?*

*De h. Cools is ook van mening dat het rationaliseren van het gebruik van mobiele containers misschien beter bereikt kan worden door de dienst het ene jaar in de ene helft van het grondgebied te houden en het volgende jaar in de andere helft, dan door het totale aantal dagen dat voor dit doel gepland is, terug te brengen van 2 naar 1.*

*De h. Cools hoopt dat het Gewest overtuigd kan worden van de voordelen van de invoering van 30 minuten gratis parkeren bij een parkeerautomaat.*

*De bepalingen van het plan zijn ontoereikend op het gebied van interne controle, met name wat betreft de evaluatie, zowel van de prestaties als van de*

verwezenlijking van de doelstellingen.

*De h. Cools onderschrijft de wens om meer belang te hechten aan het petitierecht in het proces van burgerinspraak. Hij stelt voor dat verzoekschriften tijdens besloten vergaderingen van de commissies van de gemeenteraad kunnen worden behandeld of toegelicht. Deze bepaling is echter niet van toepassing op verzoekschriften die betrekking hebben op stedenbouwkundige of milieukwesties die aan een openbaar onderzoek zijn onderworpen en die al het onderwerp zijn van hoorzittingen in het kader van de overlegcommissies.*

*De h. Cools betreurt het ten eerste dat er, in tegenstelling tot wat in veel Belgische en Europese gemeentes is besloten, geen voorziening is getroffen voor solidariteitsprojecten met Oekraïne. Hiervoor had een bedrag van € 10.000 of € 20.000 kunnen worden uitgetrokken, zeker nu in totaal € 20.000 is uitgetrokken voor premies voor het personeel van het kabinet van de burgemeester.*

*De h. Cools drong er bij het college op aan om ten minste halverwege de ambtstermijn het beleid te evalueren en de kwestie in het college van burgemeester en schepenen te bespreken.*

*Volgens **de h. Meeus** is er een duidelijke discrepantie tussen de retoriek van de gemeentelijke beleidsverklaring en de realiteit van de begroting. De meerderheid kondigde een ambitieuze, realistische en toekomstgerichte legislatuur aan, terwijl de vandaag voorgestelde begroting concrete ambities en sociaal realisme ontbeert.*

*Deze situatie is des te zorgwekkender omdat de gemeente geconfronteerd wordt met een veeleisende demografische en sociale dynamiek. De Ukkelse bevolking, die nu meer dan 86.000 inwoners telt, is aanzienlijk vergrijsd: de mediaanleeftijd is 43 jaar en 22% van de bevolking is ouder dan 65, terwijl de leeftijdsgroep 18-24 jaar slechts 6% uitmaakt. Dit betekent dat jongvolwassenen moeite hebben om hun plaats te vinden en de gemeenschap verlaten, waardoor er plaats komt voor een vergrijzende bevolking.*

*Tegelijkertijd neemt de druk op onroerend goed toe. In 2021 was de prijs van een huis rond de € 695.000 en die van een appartement € 310.000. Vandaag zijn deze prijzen respectievelijk € 700.000 en € 340.000. Zonder proactieve gemeentelijke actie dreigt Ukkel onbereikbaar te worden voor jongeren en gezinnen met bescheiden middelen, bij gebrek aan geschikte woningen.*

*Wat is er in deze begroting gepland om de uitdagingen van duurzame huisvesting en generatievernieuwing aan te gaan? Waar zijn de strategische grondaankopen? Waar is het beleid van gecontroleerde verdichting of investering in sociale diversiteit? De begroting blijft timide tegenover dergelijke uitdagingen.*

*Louter formeel gezien is de gewone begroting inderdaad in evenwicht, met ontvangsten van ongeveer 206 miljoen euro voor 204 miljoen euro aan uitgaves, oftewel een klein overschot van 1,5 miljoen euro. Maar de verwachte bedragen voor de OV en de PB worden systematisch overschat.*

*Terwijl de meerderheid beweert dat er in 2025 geen verhoging van de directe gemeentebelastingen zal zijn, afgezien van een nieuwe belasting op elektrische laadpunten, kondigt ze een verhoging van de OV in 2026 aan om het OCMW en de politiezone te helpen, zonder een synergie te berekenen. Dit zal de Ukkelaars niet echt geruststellen. En het roept de vraag op of de situatie van het OCMW het gevolg is van*

*een structureel tekort of van een gebrek aan interne organisatie.*

*Vooraf dankzij een sterke stijging van de PB zullen de gewone ontvangsten met 6% stijgen t.o.v. 2024, van 194,3 miljoen euro naar 205,9 miljoen euro, terwijl de ontvangsten uit de OV de neiging hebben te stagneren, met een stijging van slechts 1%.*

*De meerderheid geeft zelf toe dat de uitgaves met 7% zullen stijgen ten opzichte van 2024, voornamelijk door loonindexering. De socialezekerheidskosten zullen stijgen van 63,6 miljoen euro in 2024 tot 69,1 miljoen euro in 2025, wat neerkomt op een stijging van 5,5 miljoen euro alleen al om de indexering en loonsverhogingen op te vangen, naast de verhoogde dotaties aan de politiezone en het OCMW. Aangezien deze uitgavenstijgingen het gevolg zijn van beperkingen opgelegd door andere overheidsniveaus, dragen ze niet bij tot een verbetering van de dienstverlening aan de Ukkelaars en hun levenskwaliteit.*

*Afgezien van deze niet-drukbare posten is het algemene advies om voorrang te geven aan de beheersing van de uitgaves. De gewestelijke omzendbrief legde inderdaad een maximale indexering van 2% op voor de andere werkingskosten, waaraan de gemeente heeft voldaan, op enkele uitzonderingen na naar aanleiding van ad-hocverzoeken van bepaalde diensten. Deze voorzichtige aanpak was misschien denkbaar in een gespannen financieel klimaat maar het blijkt dat de gemeente eind 2024 over een cumulatief budget van meer dan 12 miljoen euro zal beschikken, wat tussen nu en 2026-2027 waarschijnlijk tot een nog sterkere stijging zal leiden. Waarom worden deze marges dan niet in grotere mate gebruikt om de uitdagingen aan te gaan die in de gemeentelijke beleidsverklaring (GBV) worden genoemd?*

*In de GBV staat dat de meerderheid van plan is om van de strijd tegen sociale uitsluiting een transversale prioriteit te maken.*

*De dotatie aan het OCMW is de centrale post op dit gebied. Deze dotatie is verhoogd van de oorspronkelijke 24,25 miljoen euro tot 27,64 miljoen euro. In 2025 zal de dotatie beperkt blijven tot 24,31 miljoen euro, oplopend tot 27,6 miljoen euro in één jaar, wat onvoldoende is om aan de werkelijke behoeftes te voldoen. De meerderheid beweert dat dit een stijging van 5% betekent ten opzichte van de oorspronkelijke begroting 2025 maar deze is gebaseerd op onderschatte prognoses gezien de omvang van de sociale en economische crisis. Hoe kunnen we dan beweren dat we een ambitieus beleid voeren om aan de sociale behoeftes te voldoen?*

*Deze cijfers tonen de inconsistentie aan tussen de retoriek van de meerderheid en de realiteit van de begroting.*

*De begroting voorziet niet in het project Housing First, noch in de beloofde opening van twee buurthuizen. Het college toont dus geen echte politieke wil om dakloosheid te bestrijden.*

*De h. Meeus merkt ook op dat de gemeentelijke subsidie aan het SWU, gestabiliseerd op ± € 155.000, bescheiden blijft.*

*Op het gebied van veiligheid en preventie heeft het college aangedrongen op een beleid van “nultolerantie” en aangekondigd dat het van plan is het preventiecentrum Melkriek uit te breiden naar andere wijken en de banden tussen de diensten voor preventie en sociale cohesie te versterken. Maar deze lovenswaardige intenties zijn niet terug te vinden in de begroting 2025.*

*De dotatie voor de politiezone Marlowsquare is weliswaar verhoogd van*

19,83 miljoen euro naar 20,82 miljoen euro, wat overeenkomt met een stijging van 5% in overeenstemming met de behoeftes die door de zone zijn berekend, met name in verband met de loonindexering van het personeel. Maar deze verhoging is cosmetisch, in die zin dat ze alleen dient om het niveau van de bestaande diensten te handhaven en te anticiperen op structurele investeringen in het gebied, zonder zich te vertalen in een toename van het aantal personeelsleden en patrouilles op het terrein.

Het bedrag voor preventie in de gemeentebegroting blijft stabiel op ongeveer 1,27 miljoen euro voor personeel en werkingskosten. Hierdoor kan het preventiecentrum van Melkriek blijven bestaan. Wat een eventuele uitbreiding naar andere wijken betreft, beperkt het begrotingsdocument zich echter tot intentieverklaringen, waarbij enkel wordt vermeld dat de oprichting van een nieuw filiaal of een “LISA”-structuur (Local Integrated Security Antenna) enkel zal worden “bestudeerd”.

Aangezien deze begroting niet voorziet in een toename van het aantal personeelsleden, zal het moeilijk zijn om een “nultolerantie”-beleid in te voeren, waarvoor een grotere aanwezigheid van agenten op het terrein nodig is.

De h. Meeus wijst er ook op dat de begroting niet voorziet in de bestrijding van de drugshandel, een reëel probleem in bepaalde Ukkelse wijken, noch in de verbetering van de straatverlichting, hoewel die een bijzonder nuttige rol speelt bij de preventie van criminaliteit. In het algemeen is Les Engagés ervan overtuigd dat er meer moet worden geïnvesteerd in preventie om de veiligheid te waarborgen.

De h. Meeus betreurt ook de zwakke punten van het begrotingsdocument op het gebied van klimaat, aangezien het slechts de theoretische uitvoering van een sectoroverschrijdend klimaatplan aankondigt, zonder de ontwikkeling van woningen aan te pakken, hoewel 40% van de CO2-uitstoot afkomstig is van gebouwen.

Hetzelfde geldt voor mobiliteit, aangezien de begroting geen melding maakt van specifieke projecten zoals een grootschalig plan om beveiligde fietsenstallingen te ontwikkelen of fietspaden uit te breiden.

Het is een gewone begroting “van een goede huisvader”, boekhoudkundig in orde maar voorzichtig en zonder noemenswaardige innovatie. Voor Les Engagés is dit minimale beleid van de meerderheid onvoldoende.

**Mevr. Nagelmackers** merkt bij de behandeling van de buitengewone begroting op dat er investeringslijnen zijn maar dat de ambitie daarvan enigszins verdrinkt in de massa vastgelegde of reeds geprogrammeerde uitgaves. Het grootste deel van dit verhoogde investeringsprogramma wordt gefinancierd door leningen. De begrotingsnota is in dit opzicht geruststellend: zelfs met het gebruik van leningen zijn de kosten van de schuld onder controle.

Hoe dan ook zal het schuldverloop nauwlettend in het oog gehouden moeten worden. Les Engagés heeft echter geen dogmatisch bezwaar tegen het gebruik van leningen, vooral wanneer het doel is om te investeren voor de toekomst tegen betaalbare kosten. Een dergelijke aanpak is gerechtvaardigd als deze gericht is op nuttige projecten die voldoen aan de verwachtingen van de Ukkelaars.

Waar zullen de 45 miljoen euro aan investeringen precies voor worden gebruikt? Zullen ze worden gebruikt om de aangekondigde prioriteiten op het gebied van klimaatverandering, mobiliteit en innovatie te verwezenlijken, of zijn ze vooral

*bedoeld om de achterstand in het onderhoud van het gemeentelijk erfgoed weg te werken?*

*Uit de samenvattende tabel per departement blijkt dat het leeuwendeel van deze 45 miljoen euro bestemd is voor openbare ruimtes, ruimtelijke ordening en gemeentelijke gebouwen, terwijl kleinere bedragen bestemd zijn voor algemene zaken, onderwijs, cultuur, sport, sociale actie en economie.*

*Het hoeft niet te verbazen dat het grootste deel van de investeringen gaat naar openbare ruimtes, wegenwerken en gemeentelijke gebouwen, aangezien dit klassieke taken zijn voor een lokaal bestuur, maar het zou aanmatigend zijn om te beweren dat deze begrotingsopties ambitieuze projecten weerspiegelen.*

*Investerings in projecten zoals het politiebureau en het hockeystadion blijven onduidelijk of worden uitgesteld.*

*Mevr. Nagelmackers is van mening dat het idee om een natuurlijk openluchtwembad te ontwikkelen origineel is maar dit project, waarvoor een investering van € 50.000 is gereserveerd voor een voorstudie, heeft geleid tot bedenkingen van Les Engagés, dat heeft aangedrongen op de noodzaak om de bevolking te raadplegen en nauwkeurige informatie te verstrekken over de kosten en de milieueisen.*

*Op het gebied van sport zal de investering van € 300.000 in een skatepark waarschijnlijk jongeren aanspreken maar men kan zich afvragen of dit een absolute prioriteit is wanneer zoveel andere behoeftes niet worden vervuld.*

*Bovendien wordt er in deze buitengewone begroting niet expliciet gesproken over de ontwikkeling van de Sint-Jobsplein en de Heldensquare, hoewel veel Ukkelaars hopen op de revitalisering van deze lokale centra.*

*De meerderheid beweert te werken aan duurzame ontwikkeling op klimaatgebied. Mevr. Nagelmackers stelt natuurlijk niet de inspanningen ter verbetering van de energiesituatie van gebouwen ter discussie, noch de toewijzing van ongeveer 1 miljoen euro voor het beheer van waterlopen, op een totaal van 16 miljoen euro voor het klimaat.*

*Mevr. Nagelmackers zou graag zien dat het college een transparante uitsplitsing van deze 16 miljoen euro geeft, aangezien het niet duidelijk is hoe deze middelen zullen worden toegewezen, afgezien van het beheer van waterlopen, de vergroening van de openbare ruimte, de verbetering van de biodiversiteit in steden en de bestrijding van hitte-eilanden. Het zou raadzaam zijn om een jaarverslag op te stellen over de opvolging van klimaatinvesteringen.*

*In de begrotingsdocumenten staat dat het beheer van de gemeentelijke huisvesting zal worden overgedragen aan het SWU maar er wordt geen melding gemaakt van een gemeentelijk programma voor de bouw van sociale woningen of de aankoop van gebouwen.*

*Aangezien er in 2025 massaal geleend zal worden, moet ervoor gezorgd worden dat de fouten uit het verleden niet herhaald worden. Mevr. Nagelmackers wijst erop dat het bouwproject voor het nieuwe administratieve centrum een zware last op de gemeenteschuld heeft gelegd, ook al heeft de vorige meerderheid de situatie geleidelijk rechtgetrokken.*

*De investeringen worden voor 100% gefinancierd door de gemeente, met zeer weinig subsidies. Mevr. Nagelmackers begrijpt dat de huidige institutionele impasse*

*een voorzichtige houding rechtvaardigt. Ze moedigt het college echter aan om actief verder te zoeken naar externe cofinanciering en subsidies, met name via Europese fondsen.*

*Deze buitengewone begroting wordt dan ook gekenmerkt door een groot aantal politiek onzichtbare investeringen en een klein aantal projecten met een nieuwe visie.*

*Het driejarenplan wordt verondersteld een projectie te geven tot 2027.*

*Volgens de gegevens in dit plan wil de gemeente elk jaar een overschot houden, wat betekent dat de besparingen steeds meer zullen toenemen. Dit is een lovenswaardig voornemen maar het roept de vraag op of deze positie niet een teken is van onderinvestering in verhouding tot de middelen die Ukkel ter beschikking staan. Het is niet de roeping van een gemeente om overheidsgeld onbeperkt op te potten: het moet worden teruggegeven aan de bevolking in de vorm van diensten. Voorzichtigheid gebiedt dat er reserves worden opgebouwd maar moeten die noodzakelijkerwijs € 19 miljoen bedragen in 2027?*

*De fiscale stabiliteit die we afleiden uit de begroting 2025 wordt tegengesproken door het driejarenplan, waaruit blijkt dat men van plan is de OV te verhogen. Waarom is dit niet aan het begin van het mandaat aangekondigd in het belang van de transparantie en het vertrouwen van de burgers?*

*Op het gebied van investeringen somt het driejarenplan een reeks projecten op, gespreid over de periode 2025-2027. Mevr. Nagelmackers hoopt dat deze spreiding niet bedoeld is om de uitvoering van projecten uit te stellen tot de jaren voor de verkiezingen want de Ukkelaars verdienen nu actie, zonder te wachten tot het einde van de ambtstermijn.*

*Les Engagés zal niet voor deze begroting stemmen.*

***Mevr. Duvieusart** verwelkomt de verhoging van het budget voor het herstellen van trottoirs in de hoop dat de trottoirs niet beschadigd zullen worden door te veel parkeren. Ze wijst erop dat de bedragen voor deze post in slechts 6 jaar met 300% zijn gestegen, waarbij de verdubbeling van het budget in 2025 volgt op de verhoging die al in 2018 heeft plaatsgevonden.*

*Op dit gebied is mevr. Duvieusart in het bijzonder tevreden over de werken die zijn uitgevoerd om de schoolomgevingen veiliger te maken, de herinrichting van de buurtwegen, de voorzieningen voor personen met beperkte mobiliteit (PBM's) en het herstel van de voetwegen in het Wolvendaelpark na de storm van 9 juli, in overeenstemming met de aanbevelingen van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.*

*Mevr. Duvieusart waardeert ook de investeringen om het fietsen te promoten: de voortzetting van de subsidie voor de aankoop van een elektrische fiets, de voortzetting van de fietsbrevetten voor kinderen die leren bij de gemeenschapswachten, de uitrol van de gemeentelijke fietsroutes, de bewegwijzering van de gewestelijke fietsroutes (GFR), de verdere uitrol van korte- en langetermijnfietsenstallingen dankzij de bogen en boxen, de heraanleg van gescheiden fietspaden op de Dolezlaan en de Gazellenlaan en vooral de onderdoorgang aan Kalevoet die een waardevol hulpmiddel zal zijn voor fietsers en voetgangers.*

**Mevr. Vanderborght** is van mening dat de meerderheid de klimaatcrisis zeer ernstig neemt: er worden aanzienlijke middelen vrijgemaakt voor de uitvoering van een structureel beleid om de bevolking een kwaliteitsvolle leefomgeving te bieden en tegelijk de sociale ongelijkheden te verminderen.

In dit verband wijst ze op de volgende investeringen: € 800.000 voor zachte mobiliteit, die de luchtvervuiling en geluidsoverlast helpt te verminderen; € 135.000 voor de installatie van afvalbakken en waterfonteinen; € 867. 000 voor koelte-eilanden; € 5,8 miljoen om overstromingen tegen te gaan door geïntegreerd regenwaterbeheer en het openstellen van beken; € 2,3 miljoen voor veerkrachtige en gastvrije groene ruimtes; € 192.000 voor het toekennen van subsidies voor waterreservoirs, zonnepanelen, vijvers, moestuinen en buurtcompost; € 900.000 voor het beplanten van schoolterreinen; ongeveer € 2.110.000 om de energie-efficiënte van openbare gebouwen te verbeteren.

De voltijdse betrekking van de coördinator klimaatplan blijft behouden, net als de functie van “boomreferent”, die ook na afloop van de gewestelijke subsidie zal worden voortgezet.

De twee ecotuiniers die bij de Groendienst een opleiding hebben gevolgd in ecologisch groenonderhoud, blijven voor het gemeentebestuur werken.

Daarnaast zal de watercoördinatie worden gehandhaafd om het geïntegreerde beheer van regenwater op te volgen.

In totaal zal dus ongeveer € 13.246.000 worden besteed aan klimaatkwesties, waarbij nog het budget moet worden opgeteld dat is gereserveerd voor de renovatie van trottoirs, wat ook de zachte mobiliteit zal bevorderen.

De rekeningen van Ukkel blijven een overschot vertonen waardoor we reserves kunnen opbouwen om investeringen te ondersteunen en tegelijkertijd de schuldenlast onder controle kunnen houden. Er zal echter een evenwicht moeten worden gevonden tussen dit voorzichtige beheer en de noodzaak om investeringen te doen om de broeikasgassen te verminderen en het grondgebied van Ukkel aan te passen aan de gevolgen van de klimaatverandering. In deze context benadrukt mevr. Vanderborght de mogelijkheden die participatieve financiering biedt, waardoor burgers directer betrokken kunnen worden bij voorbeeldige lokale projecten en tegelijkertijd de financieringsbronnen van de gemeente kunnen diversifiëren. Ukkel zou ook de dialoog met ethische en duurzame banken moeten voortzetten voor de investering van haar geld en de financiering van haar leningen.

**De h. Junqué** onderstreept de maatregelen van het college ter bevordering van huisvesting, die een essentiële factor blijkt te zijn voor integratie in de samenleving en het ontsnappen aan onzekerheid.

Het project Housing First in de Vanderkinderestraat zal vier mensen in staat stellen om van de straat te komen. Er zijn studies gepland voor de bouw van woningen in de Gelovigenstraat en de Stallestraat en er zijn al andere projecten voor openbare huisvesting opgestart.

Bovendien verhoogt de gemeente haar steun aan het SWU waardoor deze organisatie het beheer van 250 woningen kan uitbreiden. De h. Junqué hoopt dat het door het SWU beheerde woningbestand de komende jaren kan worden uitgebreid.

Het ontwikkelen van synergieën tussen de gemeente en het OCMW is niet de

*enige manier om sociale uitsluiting te bestrijden. De h. Junqué noemt in dit verband de omvorming van een derde seniorencentrum in de Vanderkinderestraat tot een buurtcentrum en de verhoging van de subsidie aan vzw Le Pas, waarvan het opmerkelijke werk in de takenscholen prijzenswaardig is.*

*Er wordt ook geïnvesteerd om openbare ruimtes te voorzien van zelfbedieningsfaciliteiten, in het bijzonder sportfaciliteiten zoals fitnessstoestellen.*

*De h. Junqué hoopt ook dat senioren speciale aandacht zullen krijgen.*

*De begroting en het driejarenplan laten zien dat het college vastbesloten is om van sport een instrument voor sociale cohesie te maken.*

*De verbouwing van zaal Stroobant zal na twee jaar renovatie leiden tot een moderne sporthal op de begane grond en een dojo en danszaal op de eerste verdieping.*

*De h. Junqué hoopt in de toekomst goed nieuws te krijgen over de voortgang van het project voor het nationale hockeystadion.*

*Hij verwelkomt het besluit om de Sportdienst uit te rusten met moderne IT-middelen die voor meer toezicht zullen zorgen en het gebrek aan bestaande infrastructuur zullen compenseren.*

*De h. Junqué wijst erop dat de € 300.000 die in de buitengewone begroting is toegewezen aan het skatepark het resultaat is van de implementatie van participatieve instrumenten die bewoners in staat stellen om directe feedback te geven over hun behoeftes en hun keuzes kenbaar te maken.*

*Op het gebied van burgerinspraak zijn de financiële middelen gehandhaafd om de voortzetting van tijdens het vorige mandaat gelanceerde initiatieven te garanderen, zoals het participatiebudget, werkingssubsidies voor buurtcomités en de subsidie “Ondersteuning burgerproject”.*

*Op cultureel gebied is de h. Junqué verheugd dat de steun aan de CCU en Hof ten Hove is gehandhaafd. Het college heeft ook de nodige budgetten gereserveerd voor de toekomstige Merlo-bibliotheek, een cultureel project met een sociale roeping dat door het gewest wordt gesteund in het kader van het stadsbeleid.*

*Ukkel zet zich ook in voor de bevordering van interculturaliteit en internationale solidariteit, beide ondersteund door een speciale dienst. De weliswaar bescheiden budgetten die zijn uitgetrokken voor bewustmakingsprojecten op het gebied van mensenrechten, wereldburgerschap en solidariteit, en voor hulp aan bevolkingsgroepen die het slachtoffer zijn van conflicten of natuurrampen, getuigen van de waarden die de gemeente hoog in het vaandel draagt.*

*Tot slot benadrukte de h. Junqué de waarde van genderbudgeting voor het identificeren van eventuele genderongelijkheden die nog steeds sluipend aanwezig zijn tijdens het begrotingsjaar. Hij bedankt de schepenen en de bevoegde diensten voor hun acties op dit gebied.*

*Ecolo zal enthousiast voor deze begroting 2025 stemmen.*

***De h. De Bock*** *herinnert eraan dat, in tegenstelling tot wat in andere gemeentes gebeurt, de belastingverhoging tijdelijk is en dit jaar niet van toepassing is.*

*Veel mensen ondervinden nog steeds de gevolgen van de coronacrisis en de oorlog tussen Rusland en Oekraïne. Een burger heeft zelfs een brief aan de h. De Bock geschreven om haar ongerustheid over de stijging van de kosten van levensonderhoud te uiten.*

*De h. De Bock is er echter van overtuigd dat Ukkel met deze begroting heeft gekozen voor een koers die het mogelijk maakt om het beleid te voeren dat het zich kan veroorloven en het beleid dat past bij zijn middelen. Gezien de huidige crises moeten we “de zeilen strijken” in vergelijking met de mooie jaren van weleer en een aantal bezuinigingen accepteren.*

*Door de vorige sprekers zijn interessante bezuinigingsmogelijkheden genoemd.*

*Soms waren er tegenstrijdige uitspraken, met name toen sommigen beweerden dat er onvoldoende overheidsinvesteringen zijn, terwijl ze de meerderheid verwijten dat ze te veel buitengewone investeringen doet.*

*Er werd gevraagd om meer investeringen in huisvesting en het is waar dat er nooit genoeg geïnvesteerd kan worden in huisvesting. Toch mogen we niet vergeten dat het huisvestingsbeleid in de eerste plaats een bevoegdheid is van het Gewest. Aangezien Ukkel een van de gemeentes is die het minst steun krijgt van het Brussels Gewest, kan het moeilijk alles doen.*

*Bij de oprichting van het Brussels Gewest in 1989 ontving Ukkel, dat toen het hoogste inkomen per inwoner had, ongeveer 5 % van de algemene dotatie aan de gemeentes, waarvan het totale bedrag niet meer dan 250 miljoen euro bedroeg. Momenteel is het aandeel van de dotatie voor Ukkel gedaald tot 2,7 %, terwijl Ukkel op de vijfde plaats staat in de ranglijst van de 'rijkste' gemeenten, na Sint-Pieters-Woluwe, Sint-Lambrechts-Woluwe, Oudergem en Watermaal-Bosvoorde. En we mogen niet vergeten dat het gemiddelde inkomen grote sociale verschillen binnen de bevolking verbergt.*

*De solidariteitsinspanning die van de inwoners van Ukkel wordt gevraagd, is twee keer zo hoog als die van de inwoners van de beter geklasseerde gemeentes. De h. De Bock is van mening dat Ukkel evenveel zou moeten krijgen als de gemeentes met een hoger gemiddeld inkomen.*

*In vergelijking met andere gemeentes ligt het nominale tarief van de onroerende voorheffing in Ukkel in de gewestelijke middenmoot en is dus niet erg hoog. We mogen echter niet vergeten dat de kadastrale basis niet overal dezelfde is. In gemeentes als Jette moet men, bij gebrek aan actualisering van zeer oude kadastrale inkomsten, kiezen voor zeer hoge opcentiemen om hetzelfde rendement te behalen. En in Ukkel zelf betalen sommige eigenaars van een nieuw appartement drie of vier keer meer dan inwoners met een oude woning met een zeer lage belastinggrondslag, wat niet eerlijk is.*

*Niemand durft echt de kwestie van de kadastrale vereffening aan te pakken omdat dat impopulair zou zijn. Men geeft er de voorkeur aan om het inkomen uit arbeid te belasten zonder na te denken over een rechtvaardige en egalitaire belasting op kapitaal, te beginnen met onroerend goed. Er moet dus op dit gebied worden opgetreden, ook al zijn er nog een hele reeks andere elementen die niet mogen worden verwaarloosd: het spreekt vanzelf dat de kosten van de pensioenen niet kunnen worden vermeden en dat een verstandig personeelsbeleid niet betekent dat alle*

*gemeentepersoneel moet worden ontslagen. Alle politieke partijen die op een bepaald moment deel hebben uitgemaakt van een meerderheid, dragen verantwoordelijkheid voor de belastingverhogingen of de personeelsuitbreiding waartoe is besloten. De h. De Bock merkt echter op dat de eerste schepen in de afgelopen zes jaar het aantal voltijdsequivalenten proportioneel heeft verminderd, d.w.z. dat het aantal voltijdsequivalenten proportioneel minder snel is gestegen dan de bevolking.*

*De h. Meeus stelde een goede vraag toen hij zich afvroeg of het OCMW wel goed werd beheerd, na de begrotingsontsporing van 4 miljoen euro in 2024, die als een donderslag bij heldere hemel kwam. De sociale behoeftes nemen weliswaar toe maar als er geen inspanningen worden geleverd, zal de gemeente nog veel minder toegankelijk worden voor de allerarmsten.*

*Binnen de raad voor sociale actie is overigens een consensus bereikt tussen meerderheid en oppositie voor een verantwoordelijker beheer om niet in dezelfde situatie terecht te komen als andere gemeentes waar de OCMW's ondoordacht steun uitkeren of premies toekennen en onvermijdelijk financiële steun van de gemeente moeten vragen zodra hun budget op is.*

*Om de twee jaar zijn er zeer grote verschillen tussen de toegekende bedragen en de vastgestelde rechten, zowel voor de PB als voor de onroerende voorheffing en volgens de h. De Bock is er ook sprake van een onderwaardering omdat de gemeente niet 100 % ontvangt van wat zij op grond van deze twee belastingen zou moeten krijgen. Er is echter wel sprake van een echte inhaalbeweging, aangezien de vastgestelde rechten tussen 2022 en 2023 in één klap zijn gestegen van 26 miljoen euro naar 35 miljoen euro. In feite zijn er hogere voorschotten toegekend om het hoofd te bieden aan de crisis in Oekraïne. De huidige evolutie van de PB laat zien dat deze minder snel stijgt dan de inflatie.*

*Volgens de h. De Bock is het volkomen legitiem en relevant om na te denken over hoe de gemeente kan blijven voortbestaan, gezien haar zeer sterke afhankelijkheid van de twee belangrijkste bronnen van ontvangsten, namelijk de PB en de onroerende voorheffing.*

*De h. De Bock vraagt zich af of de Gewest of de federale overheid niet een deel van de PB of de onroerende voorheffing inhoudt ten nadele van de gemeentes. Is dit fenomeen al geanalyseerd? Financieren de federale en gewestelijke instanties zich niet een beetje indirect ten koste van de gemeentes, ook al geven ze hen voorschotten?*

*Hoe dan ook, de h. De Bock is ervan overtuigd dat er een middenweg mogelijk is tussen uitgeven zonder te rekenen en rekenen zonder uit te geven. Hij zal samen met het college deze inspanningen voortzetten.*

***Schepen Wyngaard** bedankt de h. Cools voor zijn tussenkomst maar is verbaasd over zijn reactie op het asfaltbeleid.*

*Voor het college is het absoluut noodzakelijk om de nodige middelen vrij te maken om de veiligheid en het comfort van de Ukkelse wegen te garanderen.*

*De afgelopen jaren zijn de grondstofprijzen echter sterk gestegen. Schepen Wyngaard herinnert er in dit verband aan dat een opdracht voor het herstel van het asfalt was gegund en dat met de aannemer opnieuw moest worden onderhandeld over een vermindering van de oorspronkelijk geplande werken omdat de kosten zo sterk waren gestegen. Sindsdien zijn ze enigszins gestabiliseerd maar de stijging in deze*

sector was groter dan de inflatie, die in de betrokken periode ongeveer 20% bedroeg. Het budget voor asfaltering, dat in zeer korte tijd is gestegen van 1,2 miljoen euro naar 2,4 miljoen euro, bedraagt dit jaar 2,3 miljoen euro. Indien mogelijk zullen de bedragen voor deze post de komende jaren worden verlaagd maar er zijn in ieder geval nooit buitensporige uitgaven op dit gebied gedaan.

Het onlangs opgestarte project Housing First zal vier daklozen een onderdak bieden. Het is gebaseerd op een partnerschap met het Sociaal Woningbureau van Ukkel (SWU), die ook het beheer op zich neemt. Het SWU werkt zelf samen met verenigingen (met name vereniging DoucheFLUX) voor de begeleiding van deze personen.

Er is geen gemeentelijk budget voor dit project, aangezien het SWU, na de jaarlijkse betaling van een bedrag aan de gemeente voor het gebruik van het gebouw, voor de rest zorgt en vereniging DoucheFLUX door andere hogere instanties wordt betaald. Maar dit project zal uiteraard worden voortgezet want het college wil daklozen de kans geven om weer een fatsoenlijke woning te vinden.

Op het gebied van huisvesting lopen er projecten in de Stallestraat, de Gelovigenstraat, de Dekenijstraat en de Waterlooosesteenweg. Schepen Wyngaard erkent dat er meer maatregelen op het gebied van huisvesting moeten worden genomen maar dat dit moeilijk is binnen het beschikbare budget, tenzij men besluit de belastingen te verhogen. Hoe dan ook moet worden toegegeven dat de gemeente slechts een bescheiden rol speelt in het huisvestingsbeleid, dat grotendeels onder de bevoegdheid van het Gewest valt. De gemeente neemt niettemin haar verantwoordelijkheid, want huisvesting is een fundamentele kwestie.

**Schepen De Brouwer** verduidelijkt dat er wel degelijk een uitsplitsing is van de projecten die zijn opgenomen in de buitengewone begroting voor klimaat en milieu. Deze staat op pagina 31 van de bijlagen.

Wat de gewone begroting betreft, is er in de werkingsbegroting een post voorzien voor sensibiliseringsprojecten rond dit thema.

De buurthuizen worden niet vergeten in de gemeentelijke beleidsverklaring, de begroting en het driejarenplan. De opening van het buurthuis in de Vanderkinderestraat is gepland en er is ook een bedrag uitgetrokken voor de renovatie van de conciërgewoning van het Wolvendaelpark.

Schepen De Brouwer heeft nota genomen van de vragen van de h. Cools over de werelddagen en het petitieright.

**De eerste schepen** bedankt de vorige sprekers voor hun analyse van de begroting die zij allen met hun eigen gevoeligheid hebben gemaakt, wat volkomen legitiem is.

Zij heeft nota genomen van de constructieve suggesties van de socialistische fractie om een of andere premie te herzien. Mevr. de eerste schepen was echter minder overtuigd door de tussenkomst van mevr. Kabachi omdat zij zich herinnert dat er een tijd was dat de socialistische fractie pleitte voor een verhoging van de belastingen omdat zij van mening was dat de meerderheid niet voldoende middelen vrijmaakte voor het sociaal beleid.

*Het bedrag van € 25.000 dat in 2025 is voorzien voor de compensatiepremies voor de onroerende voorheffing blijkt ruimschoots voldoende voor de honderd inwoners van Ukkel die deze premies in 2024 hebben aangevraagd, aangezien de verhoging van de opcentiemen pas in 2026 van kracht wordt. In het kader van de opstelling van de begroting 2026 zal het reglement worden aangepast om rekening te houden met deze verhoging van de opcentiemen.*

*De eerste schepen wil de raad geruststellen wat betreft de hypothese dat de schuldenlast meer dan 220 miljoen euro zou kunnen bedragen, aangezien buitengewone programma's nooit voor 100% worden uitgevoerd. Hoewel een begroting vaak meerjarig is, schrijven de gemeentelijke regels een jaarlijkse opname voor en aangezien er geen reden is om de uitgaves af te schrijven, zal de gemeente niet geconfronteerd worden met de noodzaak om 100% van de aangegeven buitengewone uitgaves op zich te nemen. Daardoor kon de schuld van 140 miljoen euro tien jaar geleden worden teruggebracht tot 124 miljoen euro op 31 december 2024, terwijl ambitieuze begrotingsprogramma's konden worden gehandhaafd. En we mogen niet vergeten dat tussen 2019 en 2025 meer dan 15% inflatie moest worden opgevangen.*

*Het driejarenplan voorziet in een vermindering van de uitgaves en een verhoging van de ontvangsten om overschotten te genereren maar ook om het aandeel van leningen in de investeringen te verminderen: het doel van deze maatregel is niet om de leningen terug te betalen maar om de gemeente in staat te stellen minder te lenen en zo het reservefonds te blijven voeden zodat investeringen uit eigen middelen kunnen worden gefinancierd.*

*Mevr. Kabachi heeft haar ontevredenheid geuit over het feit dat de verhoging van de onroerende voorheffing samenvalt met een verlaging van de PB. Maar moest de onroerende voorheffing, die verre van de meest onrechtvaardige belasting is, worden verlaagd en de PB, die rechtstreeks van invloed is op de inkomsten uit arbeid, worden verhoogd?*

*De vraag rijst of een verhoging van de onroerende voorheffing kan worden vermeden door te kiezen voor economische belastingheffing, naar het voorbeeld van andere gemeentes in de zuidwestelijke cluster. Aangezien de gemeentes die voor deze optie hebben gekozen echter meer kantoren op hun grondgebied hebben, blijkt de kantoorbelasting voor hen een rendabelere optie dan een verhoging van de onroerende voorheffing. Om het verschil te compenseren zouden in Ukkel zulke hoge tarieven moeten worden gehanteerd dat de weinige kantoren die nog op het grondgebied van de gemeente aanwezig zijn, zouden verdwijnen. Dat zou een verkeerd gebruik van de fiscale hefboom zijn.*

*Er wordt jaarlijks € 150.000 betaald aan de Wolvendael voor de gemeentelijke infopagina's die de burgers objectieve informatie verstrekken over de gemeentediensten en een politiek forum bieden dat openstaat voor de verschillende fracties in de gemeenteraad, om pluralisme te waarborgen. Bovendien worden in bepaalde zeer specifieke gevallen brochures of huis-aan-huisberichten opgesteld om burgers te bereiken die de Wolvendael niet lezen. De brochure waarnaar de h. Tojerow verwees, kostte iets meer dan € 14.000. De h. Tojerow zal zeer binnenkort een antwoord krijgen op zijn schriftelijke vraag over dit onderwerp.*

*Wat de dotatie aan het OCMW en de vragen over de raming daarvan betreft, lijkt de h. Mercenier verbaasd dat het college nog geen gevolg heeft gegeven aan een maatregel die nog niet door het federale parlement is goedgekeurd en waarvan de contouren nog niet vastliggen. Hij verwijst in dit verband naar een raming van Brulocalis, die zeer algemeen is omdat deze instantie niet het risico heeft genomen om*

*een raming per gemeente te maken.*

*Afgezien van het feit dat het OCMW zijn begroting nog niet volledig heeft afgerond, hebben de gesprekken tussen de gemeente en het OCMW ertoe geleid dat vanaf de initiële dotatie 2024 een gemeenschappelijk doel is vastgesteld dat een uitdaging vormt waarvan alle partijen zich terdege bewust zijn. De gemeente en het OCMW zitten in hetzelfde schuitje: als het OCMW met deze dotatie moeilijkheden zou ondervinden bij de uitvoering van zijn taken, zou de gemeentebegroting dit moeten compenseren, zoals dat ook het geval was in 2023 en 2024. Mevr. de eerste schepen herinnert er trouwens aan dat de opbrengst van de “one shot PB”-operatie van de FOD Financiën (die dus 14 maanden in plaats van 12 heeft uitbetaald), waarnaar de h. De Bock verwees, volledig aan het OCMW is overgemaakt in de vorm van een uitzonderlijke dotatie. Het college is zich dus perfect bewust van de uitdagingen maar het begin van deze ambtstermijn is het juiste moment voor de nodige schok om hervormingen door te voeren die niet minder sociaal maar beter sociaal zijn. De debatten in de Raad voor Sociale Actie getuigen van de wil om beter tegemoet te komen aan de sociale behoeftes van de gemeente maar het is niet zeker dat de middelen momenteel optimaal worden ingezet.*

*De door de h. Cools genoemde inkomstenstijgingen zijn het gevolg van de toepassing van reglementen die tijdens de vorige ambtstermijn zijn aangenomen en die indexeringen voorzien. In werkelijkheid worden voor de opstelling van de begroting in het begin van de herfst ramingen gemaakt op basis van de werkelijke uitgaves en ontvangsten, waardoor de ontvangsten konden worden geraamd toen de situatie nog gekenmerkt werd door een lichte verbetering van de rekeningen. Desondanks bedraagt het op deze manier gerealiseerde overschot niet meer dan 1,5 miljoen euro en mevr. de eerste schepen is persoonlijk bezorgd en wil waakzaam blijven. Zij is dan ook overtuigd van de noodzaak om toezicht te houden op de uitvoering van alle in de begroting opgenomen projecten en sluit zich aan bij de h. Cools in zijn wens om een voortdurende evaluatie uit te voeren.*

*Het college is zich terdege bewust van het belang van de pensioenproblematiek. Het is moeilijk om op dit gebied ramingen te maken. Niettemin heeft de dienst Bezoldigingen aan de hand van een wiskundige formule op basis van objectieve gegevens, namelijk het aantal statutaire ambtenaren dat momenteel in dienst is bij de gemeente en het aantal statutaire ambtenaren dat momenteel met pensioen is en hun rechthebbenden, de responsabiliseringsbijdrage kunnen berekenen, die aanzienlijk stijgt. Met zijn eigen ramingen vervult Brulocalis zijn taak als lobbyist van de gemeentes bij de federale en gewestelijke overheid maar het zou naïef zijn om te rekenen op beslissende steun van deze overheidsniveaus om de pensioenuitdaging aan te gaan, gezien hun gecompliceerde financiële situatie.*

*Wat parkeren betreft, is het college een groot voorstander van de invoering van 30 minuten gratis parkeren in winkelstraten. Mocht de gewestelijke regering te laat komen om deze maatregel door te voeren of ertegen zijn, dan zal het college onderzoeken hoe dit doel vanuit de gemeente kan worden bereikt, uiteraard met inachtneming van de wetgeving.*

*De eerste schepen bevestigt dat de stijging van de ontvangsten in het algemeen gebaseerd is op een raming in verband met de indexering, die vorige week aan de gemeenteraad werd voorgelegd.*

*Les Engagés heeft haar bezorgdheid geuit over de vooruitzichten van een verhoging van de onroerende voorheffing en mevr. de eerste schepen deelt deze bezorgdheid. Zij wijst er echter op dat het college op dit gebied grote transparantie aan de dag legt. Vandaag, 27 maart 2025, wordt namelijk het voornemen*

bekendgemaakt om de onroerende voorheffing voor de begroting 2026 te verhogen, aangezien 2025 het laatste jaar is waarin een begroting in evenwicht zonder nieuwe ontvangsten kan worden voorgesteld. De gemeentes die worden bestuurd door burgemeesters van de partij Les Engagés hebben onlangs de opcentiemen verhoogd zonder dit maanden van tevoren aan te kondigen.

Het project voor het skatepark is het resultaat van overleg met de bevolking aangezien het de keuze is van het participatiebudget 2022 die in deze begroting 2025 concreet vorm krijgt. Het zou op zijn zachtst gezegd tegenstrijdig zijn om de vergrijzing van de bevolking van Ukkel te betreuren en de aanleg van infrastructuur voor jongeren niet toe te juichen.

De h. De Bock bracht een belangrijk thema ter sprake, namelijk het gebrek aan voorspelbaarheid van de ontvangsten. Een situatie die wordt gekenmerkt door een vrijwel stagnerende inkomstenstroom, terwijl het aantal kadastrale percelen toeneemt en de aanvullende onroerende voorheffing wordt geïndexeerd, verdient inderdaad een analyse. Volgens de eerste antwoorden die de eerste schepen heeft kunnen verzamelen, zou het probleem liggen in het feit dat sommige belastingplichtigen de belastingen betwisten of zelfs failliet zijn en dat bepaalde verschuldigde bedragen dus niet door de gewestelijke of federale overheid worden geïnd. Mevr. de eerste schepen zal zeker om meer gedetailleerde uitleg vragen. Zij zal ook het exacte bedrag van de vastgestelde rechten 2024 meedelen zodra zij over deze informatie beschikt.

**De h. Mercenier** merkt op dat de kritiek op de tekortkomingen of onvolkomenheden van het Gewest afkomstig is van politieke groeperingen die deel uitmaakten van de vorige gewestelijke meerderheid.

De hervorming van de algemene dotatie aan de gemeentes, zoals uiteengezet in de gewestelijke beleidsverklaring, werd toevertrouwd aan een minister van Plaatselijke Besturen van de partij DéFI, die bij gebrek aan consensus over zijn voorstellen niet in staat was om meer middelen toe te kennen aan de gemeente Ukkel.

**De h. Hayette** had gedacht dat deze eerste begroting van de legislatuur het mogelijk zou maken om de verbintenissen van de meerderheid in haar gemeentelijke beleidsverklaring te beoordelen. Het driejarenplan had de raadsleden in staat moeten stellen om de prioriteiten van het nieuwe college te evalueren. In plaats daarvan presenteert het college een begroting waarvan 80% van de uitgaven niet kan worden verminderd en waarvan de resterende 20% afhankelijk is van beslissingen van andere bestuursniveaus. Ondanks deze onzekerheden wil de h. Hayette mevr. de eerste schepen en haar diensten bedanken voor het gestructureerde en nauwkeurige karakter van deze begroting, de duidelijkheid van de documenten en de uitleg die in de commissie is gegeven.

De h. Hayette is geschokt door het vrijwel definitieve verlies van 6,5 miljoen euro aan subsidies die in het vorige begrotingsjaar aan de buitengewone begroting waren toegekend. Het is ongetwijfeld voorbarig om te zeggen of de gemeente een deel daarvan zal kunnen terugkrijgen en het zou gewaagd zijn om de verantwoordelijkheid van de verschillende gewestelijke en federale instanties te beoordelen. Maar nu al is duidelijk dat het ontbreken van een gewestelijke regering en de onduidelijkheid rond bepaalde beslissingen van de federale regering de financiën en de beleidskeuzes van de Brusselse gemeentes op lange termijn kunnen beïnvloeden.

*De oorlog in Oekraïne en de coronacrisis hebben ons eraan herinnerd dat de Europese en internationale context een aanzienlijke invloed kan hebben op het leven van de burgers en dat bijna niemand ongeschonden uit een crisissituatie komt, zeker niet de lokale overheden die in de frontlinie staan in de relaties met de bevolking. Bovendien is de huidige situatie niet erg optimistisch en vereist zij dat iedereen zijn verantwoordelijkheid neemt en een voorzichtig en strikt beheer voert als men de essentiële taken van de gemeente wil behouden.*

*Wat de ontvangsten betreft, is de stijging van 12 % van de opcentiemen op de personenbelasting een goede zaak aangezien deze ontvangsten op natuurlijke wijze zouden kunnen stijgen bij een hogere werkgelegenheidsgraad. Veel minder rooskleurig is het voor de opcentiemen op de onroerende voorheffing die met 1% veel minder stijgt dan de inflatie. Dit zou de meerderheid ertoe moeten aanzetten om te kiezen voor een tijdelijke verhoging van de onroerende voorheffing tot het gewestelijke gemiddelde (momenteel 3.281).*

*Wat de overdrachten betreft, beantwoordt de wens van het college om de dotaties aan het OCMW en de politiezone met 5% te verhogen, perfect aan de wensen van de bevolking, die steeds meer bezorgd is om haar veiligheid en sociale bescherming. De tijd dat er sprake was van een begrotingsgroei van 1,5% voor beide departementen is voorbij. Dit toont aan dat de sociologische evolutie van de gemeente wordt gekenmerkt door een aanzienlijke toename van het aantal mensen in een precarie situatie. Wat de politiezone betreft, bestaat er onzekerheid over de gevolgen van de door de minister van Binnenlandse Zaken gewenste fusie van de politiediensten voor de gemeentelijke financiën. De h. Hayette zal bijzondere aandacht blijven vragen voor de meest kwetsbare bevolkingsgroepen en tegelijkertijd zeer alert blijven op de inspanningen van het OCMW dat de hoeksteen van het sociale beleid van de gemeente blijft.*

*De aanzienlijke vermindering van de subsidies heeft de voortzetting van het investeringsbeleid, dat meer dan noodzakelijk blijkt, niet verhinderd. De departementen die zich bezighouden met ruimtelijke ordening, openbare ruimte en facility management krijgen over het algemeen de meeste middelen. De h. Hayette vraagt zich echter af waarom de kosten voor de renovatie van de wegen nog steeds zo exorbitant hoog zijn en of het nodig is om een studie over het mobiliteitsprobleem uit te voeren en deze aan een extern bureau toe te vertrouwen, terwijl in het laatste kwartaal van 2023 een gemeentelijk mobiliteitsplan is aangenomen. Hij is echter verheugd over de voltooiing van de werkzaamheden aan de Stroobantzaal en de toekomstperspectieven, de projecten in de gemeentescholen en de investeringen in het blauwe netwerk. De h. Hayette betreurt het gebrek aan middelen voor sociale investeringen, hoewel hij bepaalde gemeentelijke subsidies voor projecten van sociale aard niet vergeet. Hoewel de lening van 42,5 miljoen euro die de gemeente wil aangaan om het buitengewone programma te financieren niet zonder risico is, zal deze het mogelijk maken om een aantal ambitieuze projecten te realiseren. Het valt te hopen dat de ratingbureaus de rating van het Brussels Gewest in juni niet zullen verlagen.*

*We mogen niet vergeten dat het vooral de inwoners van Ukkel zijn die de ontvangsten van de gemeente genereren. Het opstellen van een begroting is altijd een evenwichtsoefening. Het vereist moeilijke keuzes, nederigheid en striktheid. Het veronderstelt niet alleen solidariteit met de burgers maar ook met het gemeentepersoneel, van wie grote inspanningen worden verwacht. Gezien de complexe en uitzonderlijke situatie deelt de h. Hayette de voorzichtigheid van de opstellers van deze begroting en roept hij alle leden van de raad op om de rijen te sluiten en hun solidariteit met de gemeente te betuigen.*

*De h. Hayette zal dan ook voor de begroting stemmen.*

***De h. Cools** neemt nota van het feit dat de h. Hayette zich bij de meerderheid aansluit.*

*De begrotingssituatie is zodanig dat prioriteiten moeten worden gesteld. Volgens de h. Cools betekent dit dat projecten zoals een openluchtwembad moeten worden geschrapt.*

*De h. Cools betwist gedeeltelijk de beweringen dat de onroerende voorheffing al tien jaar niet is verhoogd, want hoewel het tarief niet is verhoogd, zijn de bedragen die de inwoners van Ukkel daadwerkelijk hebben betaald in de betrokken periode wel gestegen: alleen al in 2023 en 2024 bedroeg de indexering van de kadastraal inkomen, en dus ook van de onroerende voorheffing, ongeveer 15%, als gevolg van de sterke inflatoire druk die we hebben gekend. Deze stijging van 15% moet door alle eigenaars worden gedragen, terwijl 64% van hen hun eigen woning bewonen en er dus geen inkomsten uit halen, en dat terwijl hun andere inkomstenbronnen niet op dezelfde manier zijn geëvolueerd. Er zijn plannen om het mechanisme van compenserende premies om dit nadeel te compenseren verder uit te bouwen, maar het valt nog af te wachten hoe groot deze verhoging zal zijn.*

*Het overschot van 1,5 miljoen euro is te danken aan een stijging van de belastingontvangsten en de opmerkingen van de eerste schepen zetten geen vraagtekens bij deze bewering.*

*De h. Cools herinnert aan zijn vraag over de verhoging van de belasting op gsm-antennes van 3 miljoen naar 3,5 miljoen euro, waarop hij nog geen antwoord heeft gekregen.*

*De h. Cools benadrukt dat er voortdurend geëvalueerd moet worden. Dit getuigt van een positieve evolutie in de standpunten van de meerderheid aangezien hij er in dit verband aan herinnert dat hij een jaar geleden zelf een interpellatie had ingediend over de interne controle en dat het college toen had geantwoord dat het niet voor een evaluatie maar voor een eenvoudige wettigheidstoetsing had gekozen. De h. Cools zal het college regelmatig vragen naar de effectiviteit van deze evaluatie.*

*De h. Cools herhaalt ook zijn bezorgdheid over de dotatie aan het OCMW. Hoe kan het OCMW rondkomen met een dotatie van 44 miljoen euro, terwijl die vorig jaar nog 47 miljoen euro bedroeg? De enige uitweg zou een verhoging van het budget van het OCMW via begrotingswijzigingen zijn, of een drastische inkrumping van het sociaal beleid, wat uiteraard schadelijk zou zijn.*

*Het lezen van de notulen van de overlegcommissie tussen de gemeente en het OCMW heeft bij de h. Cools trouwens enige twijfel doen rijzen over de realiteit van dit overleg met betrekking tot de vaststelling van het bedrag van de dotatie, die eerder het resultaat lijkt te zijn van een dictaat van het college.*

*Uccle en avant zal tegen deze begroting stemmen.*

***Mevr. Kabachi** verwijt het college het gebrek aan informatie over de sociale begeleiding van de verhoging van de onroerende voorheffing, met name over het bedrag van de premie die als compensatie kan worden toegekend. In dit verband zou mevr. Kabachi graag weten welk bedrag er bij de laatste verhoging van de*

onroerende voorheffing in 2016 in de begroting was voorzien.

Mevr. Kabachi herhaalt haar standpunt dat de verhoging van de verwachte ontvangsten uit de onroerende voorheffing bedoeld is om de daling van de verwachte ontvangsten uit de PB te compenseren, in een context waarin de door de Arizona-regering voorgenomen hervormingen een impact zullen hebben op de inkomsten.

Mevr. Kabachi heeft nooit ontkend dat er investeringen in huisvesting worden gedaan. Zij heeft alleen maar bevestigd dat het aandeel van de investeringen in huisvesting kleiner is dan dat in andere domeinen.

**De h. Meeus** bedankt de leden van het college voor de verstrekte uitleg.

Hij herhaalt zijn bezorgdheid over de noodzaak om te voorkomen dat jonge gezinnen naar andere gemeentes wegtrekken en om de aanwezigheid van handelszaken op het grondgebied van Ukkel te behouden.

**De h. Tojerow** merkt op dat het beleid van de meerderheid inzake de toekenning van premies niet bevorderlijk is voor de sociale cohesie.

Aangezien sommige leden van de meerderheid echter met belangstelling hebben gereageerd op bepaalde voorstellen van zijn fractie, hoopt de h. Tojerow dat er in de vergadering een constructief debat kan ontstaan, waarin argumenten tegen argumenten worden afgewogen.

**De h. De Bock** herinnert eraan dat de oppositie heeft gewezen op de stijging van de schulddlast van 5% naar 7%. Hij benadrukt echter dat dit percentage van 5 % historisch laag was, aangezien een dergelijk laag percentage nog nooit in Ukkel was waargenomen.

In werkelijkheid heeft het college zich ingespannen om de schuldenlast drastisch te verminderen in de periode waarin de financiering ervan het interessantst was, en neemt het nu een voorzichtige houding aan in een context van hogere rentevoeten.

De h. De Bock wijst er tegelijkertijd op dat het Brussels Gewest erin geslaagd was de schuldenlast met ongeveer 120 miljoen euro per jaar te verminderen maar dat deze na vijf jaar, met name onder invloed van de crisis in Oekraïne, is opgelopen tot 360 miljoen euro en dus in één legislatuurperiode is verdrievoudigd. De h. De Bock heeft er geen moeite mee om de verantwoordelijkheid van zijn eigen partij in deze situatie te erkennen. Als de situatie niet onder controle wordt gebracht, zou de schuld van het Brussels Gewest in 2029 kunnen oplopen tot 550 miljoen euro.

De h. De Bock hekelt ook de cliëntelistische houding van sommige verkozenen tijdens het debat over de algemene dotatie aan de gemeentes, die voor Ukkel schadelijke gevolgen heeft gehad. Hij roept de mandatarissen op tot meer verantwoordelijkheidsbesef, dat boven partijpolitiek uitstijgt.

**De eerste schepen** verduidelijkt dat er met betrekking tot de belasting op gsm-antennes een indexering was voorzien in een reglement dat in 2023 unaniem door de

*gemeenteraad werd goedgekeurd.*

*Ze bevestigt dat het driejarenplan geen daling van de ontvangsten uit de PB voorziet.*

*De andere gevraagde details zullen later worden meegedeeld.*

*Na afloop van dit begrotingsdebat concludeert mevr. de eerste schepen dat zowel meerderheid als oppositie waakzaam zullen blijven, wat des te noodzakelijker is omdat de komende tijd onrustig zal zijn.*

*De vergadering gaat over tot stemming over de begroting.*

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 28 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen.

*Nee : Eric Sax, Marc Cools, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Alexandre Meeus, Jérémie Tojerow, Yassine Assal, Isabelle Sirtaine, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy.*

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Annexes 2025 FR.pdf, Budget 2025 FR (Mise a jour).pdf, RAPPORT ECO ECH 2025 - Comité de concertation 13-3-25.docx, Annexes budget 2025 et plan triennal NL.pdf, Budget 2025 NL (Mise a jour).pdf*

Levée de la séance à 22:00

Opheffing van de zitting om 22:00

La Secrétaire communale,  
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,  
De Voorzitster,

Laurence Vainsel

Aleksandra Kokaj